ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 juillet 1963 , d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs", a donné le 23 octobre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e juli 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen" , heeft de 23e oktober 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Entre autres, le projet :

1. comporte des dispositions particulières pour les cyclomoteurs;
2. tient compte de la loi du 30 mai 1961 relative à la prescription de l'action civile en cas d'infraction;
3. soumet à un contrôle rigoureux les sociétés d'assurances et prévoit avec minutie les garanties qu'elles sont tenues de fournir;
4. précise les droits et obligations du Fonds commun de garantie;
5. subordonne la délivrance de la marque d'immatriculation ou de la plaque provinciale pour cyclomoteurs à la production d'une attestation d'un assureur agréé;
6. précise le régime pénal, notamment la saisie des véhicules;
7. comporte des dispositions en vue de la période transitoire et des dispositions relatives aux contrats en cours à la date où la liste des assureurs agréés paraît au Moniteur.

\+

\+ \+

.../..

La présentation du projet appelle une observation.

Le projet procède par voie de modifications de la loi du 1er juillet 1956, dont seuls subsistent les articles 5, 6, 7, 8, 19 et 22. Les dispositions nouvelles sont réparties en quatre articles, dont chacun modifie plusieurs articles de la loi de 1956; en outre les matières sont présentées dans un ordre disparate. Il serait préférable d'établir un texte de loi entièrement nouveau, qui reprendrait les articles non modifiés de la loi du 1er juillet 1956 et donnerait une présentation plus logique aux textes en projet. Une telle façon de procéder se recommande d'autant plus en l'espèce qu'il s'agit d'une loi dont les cas d'application seront très nombreux.

\+

\+ \+

Dans un but de clarté, les articles mentionnés par leur numéro, dans le présent avis, ne concernent pas les articles du projet, mais bien les articles de la loi du 1er juillet 1956 que le projet modifie, ou les articles nouveaux qu'il tend à insérer dans cette loi.

Ces articles sont examinés dans l'ordre adopté par le projet.

\+

\+ \+

.../...

Article 2.

Le projet reproduit l'article 2, § 1er, de la loi du 1er juillet 1956, en y introduisant trois éléments nouveaux :

1° Il remplace les mots "ne sont admis à circuler" par "ne sont admis à la circulation".

Cette modification ne répond pas aux intentions du Gouvernement telles qu'elles résultent de l'exposé des motifs; il serait plus exact d'écrire : "les véhicules automoteurs ne peuvent utiliser la voie publique ... ". Cette observation vaut également pour les autres articles où cette expression est repris

2° Il précise que le contrat d'assurance destiné à couvri la responsabilité civile doit être "en cours".

Selon l'exposé des motifs "L'existence d'un contrat d'assurance ne peut suffire. Il faut encore que le contrat n'ait pas été suspendu pour défaut de paiement de la prime ou pour toute autre cause".

La pensée du Gouvernement serait mieux exprimée par la rédaction suivante en ce qui concerne la fin de l'alinéa 1er : "est couverte par un contrat d'assurance répondant aux dispositions de la présente loi et dont les effets ne sont pas suspendus".

.../...

3° Il prévoit que l'assurance doit être contractée auprès du siège belge d'un assureur agréé.

Article 3.

Le dernier alinéa pourrait se limiter à réglementer la réparation des dommages provoqués par un incendie ou une explosion. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Toutefois, sauf convention contraire prévoyant une garantie plus élevée, celle-ci est limitée à la somme de dix millions de francs par sinistre en ce qui concerne les dommages matériels provoqués par un incendie ou par une explosion".

Quant aux conséquences des accidents nucléaires, le Conseil d'Etat suggère d'y consacrer une disposition spéciale qui pourrait constituer le § 2 de l'article 3 et qui serait rédigée comme il est proposé ci-après.

Article 4.

1° Dans le texte français, le § 1er débute par les mots : "Peuvent être exclus du bénéfice de l'assurance ...". Le texte néerlandais traduit plus exactement la pensée du Gouvernement en précisant que "peuvent être exclus du droit à indemnisation". En effet, le but de cette disposition est uniquement de permettre à l'assureur d'insérer dans la police une clause excluant les personnes mentionnées dans ce paragraphe du droit de réclamer une indemnité à leur profit. Cette clause n'a toutefois pas pour objet de supprimer pour l'assureur l'obligation de garantir ces personnes contre les recours des tiers.

.../..

Les mots "le bénéfice de l'assurance" sont donc trop généraux.

2° Le second alinéa du 4° concerne à la fois le cas qui est prévu au 3° et celui qui est prévu au 4°. Il serait préférable d'en faire un alinéa 2 du § 1er. Ce paragraphe pourrait être rédigé comme il est proposé ci-après.

Article 9.

L'alinéa 2 du § 2 devrait in fine être rédigé comme suit : "... appelé à la cause ou intervenir volontairement".

La première phrase de l'alinéa final de cet article prévoit que le ministère des avoués est facultatif. Cette précision peut être omise puisque la matière est réglée par l'article 2 de la loi du 16 février 1961.

Article 10.

La loi du 30 mai 1961 a modifié la loi du 17 avril 1878 quant à la prescription des actions publique et civile.

L'une des dispositions les plus importantes de cette loi est celle qui a dissocié le délai de prescription de l'action publique de celui de l'action civile.

.../...

La loi du 17 avril 1878 avait lié la prescription de l'action civile à celle de l'action publique. Cette prescription était en principe de dix ans pour les crimes, de trois ans pour les délits et de six mois pour les contraventions.

L'article 26 nouveau de cette loi établit une prescription uniforme pour l'action civile résultant d'une infraction. Cette prescription est fixée à cinq ans à compter du jour où l'infraction a été commise sans qu'elle puisse être atteinte avant celle de l'action publique.

Le projet maintient le délai de prescription de l'action directe contre l'assureur à trois ans.

Alors qu'avant la loi du 30 mai 1961, le délai imparti pour agir contre l'assureur était dans de nombreux cas plus long ou de même durée que celui qui était accordé à la victime d'un accident de roulage pour agir contre l'auteur du dommage, le projet aura pour effet de renverser la situation. Désormais, le délai pour agir contre l'assureur sera plus court que celui qui est prévu pour intenter une action contre la personne responsable.

L'exposé des motifs n'indique pas les raisons de cette discordance.

Le Conseil d'Etat avait déjà attiré l'attention du Gouvernement sur ce point dans son avis relatif au projet qui est devenu la loi du 1er juillet 1956 (L. 4733/2).

.../...

Article 11.

Les deux premiers alinéas reproduisent textuellement l'article 11 de la loi du 1er juillet 1956.

La portée de l'alinéa 1er a donné lieu à des controverses qui ont fait l'objet de plusieurs arrêts de la Cour de cassation, notamment l'arrêt du 18 janvier 1962 (Pas. 1962-I-578) et du 16 février 1962 (Pas.1962-I-691).

Ces décisions introduisent une distinction entre la nullité des contrats d'assurance et leur inexistence.

Cependant, le Gouvernement a estimé ne pas devoir résoudre ces controverses puisqu'il maintient sans changement le texte actuel de cet article. D'autre part, l'alinéa 1er est trop général puisque l'article 13, § 1er, permet dans certains cas d'invoquer la nullité du contrat d'assurance.

Article 12.

Cet article règle d'une manière beaucoup plus précise que la loi actuelle les effets du transfert du véhicule assuré.

Le projet consacre l'opposabilité au tiers lésé de la disposition du contrat d'assurance qui prévoit qu'il est mis fin à l'assurance portant sur le véhicule en cas de transfert de celui-ci. Cette règle subit une exception dans deux cas :

.../...

1° lorsque le véhicule transféré continue à circuler avec la même marque d'immatriculation (par exemple, après le décès du propriétaire);

2° lorsque la marque d'immatriculation du véhicule transféré est utilisée pour le véhicule de remploi. Dans ce cas, l'assurance est reportée sur ce dernier.

L'assurance ne suit donc pas le véhicule, mais la marque d'immatriculation .

L'article 17 nouveau prévoit que le titulaire de la marque d'immatriculation est tenu de la restituer lorsque le contrat d'assurance a pris fin et à défaut d'un nouveau contrat.

D'après l'exposé des motifs, les deux exceptions prévues à l'article 12 ne s'appliquent pas :

a. lorsqu'une autre assurance couvre le véhicule qui a causé le dommage (article 13, § 3, 1°);
b. lorsqu'il a été mis fin au contrat après une notification régulière et que le délai de seize jours est expiré (article 13, §§ 1er et 2).

Le nouvel article 12 ne reprend pas le prescrit de l'article 12 actuel, qui fait à l'assuré un devoir d'aviser l'assureur, dans les huit jours, de la cession de son véhicule. Désormais, aucune disposition formelle ne réglera expressément les conséquences du défaut d'avertissement de la part de l'assuré du transfert de propriété de son véhicule.

L'exposé des motifs ne justifie pas cette suppression.

.../...

Article 13.

D'une part, il résulte de l'article 11 du projet qu'aucune nullité dérivant du contrat d'assurance ne peut être opposée par l'assureur à la personne lésée; d'autre part, l'article 13, § 1er , du projet permet de rendre opposable à la personne lésée l'annulation d'un contrat moyennant notification de cette annulation par l'assureur à une autorité ou à une personne désignée par le Roi.

Faut-il en conclure que jusqu'à la désignation par le Roi de cette autorité l'assureur sera dans l'impossibilité de rendre opposable à la personne lésée l'annulation d'un contrat ? Ce problème se pose déjà dans le cadre de la loi de 1956. Il serait souhaitable que cette question soit réglée par une disposition temporaire contenue dans la loi, à moins qu'un arrêté royal désignant l'autorité ne soit pris pour la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

Article 14.

Le projet apporte plusieurs modifications à l'article 14 actuel.

I. La dispense de contracter une assurance auprès d'une société agréée est étendue aux véhicules immatriculés au nom des personnes publiques mentionnées à cet article.

.../...

II. Il est expressément prévu qu'en l'absence d'assurance, la personne publique couvre elle-même la responsabilité civile à laquelle le véhicule peut donner lieu. Dans ce cas, la personne publique ne sera tenue qu'au minimum des obligations prévues par la loi.

Pour mettre en concordance les textes français et néerlandais de l'alinéa 2, il convient de supprimer dans la version française la virgule figurant après le mot "applicables".

III. L'article 14, alinéa 3 nouveau, dispose : "Indépendamment de la responsabilité civile qui leur est propre, ils (l'Etat, etc...) sont , à l'égard de la personne lésée, assimilés à un assureur".

Les intentions du Gouvernement seraient mieux traduites dans le texte suivant :

"Lorsqu'ils ne sont pas obligés de réparer le dommage, en raison de la responsabilité civile qui leur est propre, ils sont tenus, à l'égard des personnes lésées, dans les mêmes conditions que l'assureur. Ils peuvent en tout cas être mis en cause devant la juridiction répressive, saisie de l'action civile intentée contre l'auteur du dommage".

Article 15.

Cet article a pour but de renforcer le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances, sur le Fonds commun de garantie et sur le Bureau des assureurs automobiles.

.../...

Paragraphe 2.

Selon le § 2, alinéa 3, les biens déposés à titre de cautionnement et les biens meubles compris dans les garanties sont affectés par privilège spécial au paiement des indemnités dues aux personnes lésées. L'exposé des motifs précise que ce privilège spécial doit être considéré comme conférant aux personnes lésées un droit exclusif sur les biens meubles qu'il frappe "par l'effet d'une véritable séparation de patrimoine".

Il résulte de cette précision que le terme "privilège" n'est pas adéquat.

Le texte du § 2, alinéas 1er à 3, du projet pourrait être rédigé comme il sera proposé à la fin du présent avis.

Selon l'alinéa 4 du § 2 du projet, l'inscription de l'hypothèque légale est requise par le Ministre ayant le contrôle de l'assurance dans ses attributions ou par son délégué, "à concurrence du montant des réserves que le bien représente".

L'inscription d'une hypothèque suppose un créancier. En l'espèce, c'est l'Etat qui agira comme le représentant de la masse anonyme des créanciers éventuels.

Une situation analogue s'est déjà présentée lorsque le problème de la responsabilité civile du Centre d'études de l'énergie nucléaire a été réglé. La loi du 27 juillet 1962 prévoit expressément, en son article 7, alinéa 2, que "lors de la conclusion des contrats de sûreté où le créancier doit être partie, l'Etat représente les éventuelles victimes".

.../...

Le même alinéa 4 dispose que le Ministre requiert l'inscription de l'hypothèque légale dans les conditions prévues aux articles 82 à 87 de la loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire.

Le renvoi aux articles 82 à 87 de la loi hypothécaire est trop général. Il conviendrait d'indiquer de façon précise les formalités à remplir en vue de l'inscription de l'hypothèque.

L'alinéa 5 du § 2 dispose qu' "en cas de liquidation des opérations de l'assureur, aucune action en revendication ne pourra être exercée sur les valeurs mobilières représentant les réserves, tant que les obligations de l'assureur , relatives au paiement des indemnités dues aux personnes lésées, n'auront pas été entièrement exécutées".

Par application de l'article 2279 du Code civil, les personnes lésées sont en droit de considérer que, sous réserve du cas de vol, les valeurs mobilières comprises dans la garantie sont la propriété de l'assureur. L'alinéa 5 du § 2 apparaît comme une application de cette règle.

Paragraphe 4.

Cette disposition interdit aux assureurs, sauf autorisation spéciale du Ministre, de disposer de tous biens affectés au cautionnement ou à la représentation des réserves, ou d'apporter à ces biens des transformations qui en diminueraient la valeur.

On comprend mal comment un assureur serait en mesure de disposer d'un bien affecté au cautionnement. Le cautionnement devra, en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 18 mars 1935, être déposé à la Caisse des dépôts et consignations. Or, selon l'article 11, alinéa 1er, de

.../...

cet arrêté royal, la Caisse n'ordonne la restitution des sommes ou valeurs consignées que lorsque les pièces requises par les lois et règlements sur la matière lui ont été fournies et qu'elle en a reconnu la validité.

Il y aurait lieu de remplacer les mots "... ou à la représentation des réserves visées au § 2 ... " par : "... à la constitution des garanties prévues au § 2 ...".

Paragraphe 5.

Ce paragraphe tend à rendre les administrateurs ou gérants des sociétés d'assurance et les fondés de pouvoir en Belgique de sociétés étrangères, solidairement responsables envers les personnes lésées de tous dommages résultant de la violation des obligations imposées aux assureurs par la loi et par ses arrêtés d'exécution.

Selon l'exposé des motifs "une sanction pénale ne suffirait pas à atteindre le but visé par le législateur, c'est-à-dire la protection des personnes lésées".

Pour éviter toute ambiguïté qui pourrait résulter de l'emploi du mot "infractions", il serait préférable de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Ils ne sont déchargés de cette responsabilité solidaire quant aux violations auxquelles ils n'ont pas pris part, que ... ".

.../...

Paragraphe 6.

Cette disposition prévoit que le Roi "agrée aux conditions qu'il détermine ou crée selon les nécessités un Fonds commun de garantie".

La loi du 1er juillet 1956 ne prévoit que l'agréation.

Au cas où le Gouvernement estimerait devoir lui-même créer le Fonds, celui-ci n'aura de personnalité juridique distincte de celle de l'Etat que si la loi le prévoit expressément. Dans ce cas, il conviendrait en outre que le législateur détermine l'organisation et le fonctionnement du nouvel organisme.

Le texte du § 6 devrait en tout cas être remanié afin de réglementer de manière distincte le cas de l'agréation et celui de la création du Fonds par l'Etat.

Paragraphe 7.

Le projet n'indique pas avec précision, comment la partie lésée pourra obtenir de ce bureau la réparation du dommage subi par elle.

L'article 21 du texte proposé ci-après devrait éventuellement être complété dans ce but.

Paragraphe 8.

L'alinéa 2 de ce paragraphe permet au Roi, en cas de cessation ou de retrait de l'agréation d'un assureur, de compléter l'inventaire des biens qui, selon le § 2, doivent constituer les garanties.

.../...

Il résulte de l'alinéa 1er que le Roi, lorsqu'il recourt à cette mesure, doit respecter les droits des autres créanciers.

L'exercice par le Roi de la faculté de choisir des biens dans l'actif de l'entreprise en vue de compléter les garanties aura nécessairement comme conséquence de diminuer le gage commun des autres créanciers (cfr. article 8 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851).

Il y a donc une contradiction entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 du paragraphe.

A l'alinéa 2, les mots "privilège spécial" doivent être remplacés par les mots "droit exclusif".

Paragraphe 10.

Alors que partout ailleurs dans le projet il est question du Ministre ayant le contrôle de l'assurance dans ses attributions, le § 10 donne compétence au Ministre des Affaires économiques pour l'application des astreintes.

Il y aurait lieu d'assurer l'uniformité du projet sur ce point.

Paragraphe 11.

Les cinq derniers mots de ce paragraphe devraient faire l'objet d'une phrase distincte rédigée comme suit : "Il en précise la mission".

.../...

Article 16.

L'article 16 est relatif à l'intervention du Fonds de garantie.

Pour que le Fonds intervienne, il faut qu'aucun recours ne soit possible contre un assureur.

L'article 16 de la loi du 1er juillet 1956 énumère deux cas :

1° l'absence d'identification du véhicule;

2° l'absence d'une assurance conforme aux dispositions de la loi.

L'arrêté royal du 5 janvier 1957 est plus logique; il énumère trois cas, à savoir les deux prévus à l'article 16 de la loi et le cas où le conducteur ou le détenteur du véhicule automoteur qui a provoqué l'accident s'en est emparé par vol ou par violence.

Paragraphe 1er.

Il résulte du 4° que le Fonds commun n'intervient dans le règlement d'un sinistre que lorsqu'un assureur défaillant a renoncé à l'agréation ou que celle-ci lui a été retirée. Il en résulte que la partie lésée ne sera pas indemnisée par le Fonds commun si l'assureur défaillant ne fait pas l'objet d'une mesure de retrait d'agréation. Toutefois, suivant les explications des délégués du Gouvernement, celui-ci entend faire du retrait de l'agréation le critère de l'insolvabilité des assureurs : tout assureur ayant fait l'objet d'une mesure de retrait d'agréation serait réputé insolvable.

Le texte, tel qu'il est rédigé, ne reflète pas cette intention.

.../...

L'alinéa 2 du § 1er prévoit que le Roi déterminera l'étendue et les conditions d'octroi du droit de réparation par le Fonds commun de garantie. Une disposition identique figure déjà dans la loi du 1er juillet 1956. Il en a été fait application par l'article 3 de l'arrêté royal du 5 janvier 1957.

L'exposé des motifs n'indique pas pourquoi l'extension éventuelle des obligations du Fonds en matière d'indemnisation de dégâts matériels exclut les hypothèses prévues au 1° et au 3° de l'alinéa 1er, alors que la situation de la personne lésée semble être la même dans les quatre cas envisagés par cet alinéa.

Paragraphe 3.

1. A l'alinéa 2 de ce paragraphe, il y a lieu de remplacer les mots "dans les instances intentées contre... par les mots "dans les instances dirigées contre".

2. L'alinéa 4 du § 3 peut être rapproché de l'article 9, § 2, du projet. Le membre de phrase "sans cependant que la juridiction répressive puisse statuer sur les droits que l'assureur peut faire valoir contre l'assuré ou le preneur d'assurance" a toutefois été omis.

Ce même alinéa appelle l'observation suivante : dans l'hypothèse où le Fonds est subrogé aux droits de la partie lésée, il pourrait exercer le recours direct que celle-ci possède à l'égard de l'assureur de la personne responsable. Il conviendrait de préciser, comme à l'article 9, § 2, du projet, qu'en cette hypothèse la juridiction répressive ne peut statuer sur les droits que l'assureur peut faire valoir contre l'assuré ou contre le preneur d'assurance.

.../...

3. L'alinéa 5 dispose : "Le ministère des avoués est facultatif. Le Fonds et la personne responsable (s) peuvent se faire représenter dans les mêmes conditions que la partie civilement responsable".

On peut se demander si le recours facultatif à un avoué vaut pour toutes les procédures tant civiles que pénales. L'article 9, dont la présente disposition s'inspire, ne prévoit cette faculté que pour la procédure qui se déroule devant le juge statuant au pénal.

Il a été observé à propos de l'article 9 que la disposition est sans utilité depuis la loi du 16 février 1961 qui permet aux avocats porteurs des pièces de représenter les parties civiles et les parties civilement responsables devant les juridictions pénales.

Si le Gouvernement n'entend rendre la première phrase de l'alinéa 5 du § 3 de l'article 16 applicable qu'aux seules procédures répressives, il y a lieu de l'omettre.

Article 17.

Certaines dispositions relatives à l'immatriculation des véhicules automoteurs qui figurent actuellement dans l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automoteurs, sont reprises et précisées dans le projet. Il en résulte que ces dispositions réglementaires seront remplacées, une fois le projet adopté, par des dispositions légales. Cette matière échappera donc à l'avenir au pouvoir réglementaire.

.../...

Article 18.

En vue de mettre en concordance l'article 18, § ler, alinéa ler, avec l'article 2, § ler, alinéa ler, dont il constitue la sanction, il y aura lieu de modifier le texte, comme il sera proposé ci-après.

Paragraphe 4.

Le projet ne prévoit pas la possibilité pour les autorités de police de lever la saisie dans le cas où il leur serait justifié que la responsabilité civile est couverte.

Paragraphe 5.

Selon la loi du ler juillet 1956 le ministère public doit notifier aux parties lésées qu'il leur est loisible de faire valoir leurs droits.

Le projet ne comporte aucune disposition ayant pour but d'informer les parties lésées qu'elles peuvent faire valoir leur créance sur le produit de la vente.

Paragraphe 7.

Cette disposition paraît sans objet en ce qui concerne le Fonds commun de garantie et le bureau auxquels les paragraphes 6 et 7 de l'article 15 du projet n'imposent pas d'obligations susceptibles d'entraîner une sanction pénale.

Article 20.

Cet article prévoit des règles spéciales pour l'assurance couvrant la responsabilité civile lors de courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse.

.../...

Le projet reproduit les dispositions de la loi du 1er juillet 1956. A la différence de cette loi, il permet toutefois d'exclure du bénéfice de l'assurance spéciale les dommages causés à tous conducteurs ou occupants des véhicules qui participent à la course et au concours, ainsi que les dommages causés à ces véhicules.

L'exposé des motifs précise que cette exclusion peut viser tous ceux qui participent à la course ou au concours, "à quelque titre que ce soit". Il y a lieu, toutefois, de remarquer que suivant le texte cette exclusion ne concerne que "les autres occupants des véhicules".

\+

\+ \+

Article 14ter.

Cette disposition permet au Roi de conclure des traités internationaux relatifs à la circulation, en Belgique, de véhicules automoteurs appartenant à des Etats étrangers. Le projet détermine les stipulations que ces traités devront contenir.

Il semble que par cette disposition le législateur entende donner au Roi une "approbation anticipative". La pratique connaît cette forme d'approbation des traités. La doctrine admet généralement que ne sont valables au regard de l'article 68 de la Constitution que les approbations anticipatives données à l'occasion du vote de lois internes et à la condition que les matières sur lesquelles pourront porter les traités ainsi approuvés anticipativement soient déterminées avec une précision suffisante

.../...

pour que le procédé ne puisse être considéré comme un blanc-seing donné au Roi. Ces conditions paraissent remplies en l'espèce.

Toutefois, la formule employée dans le premier alinéa est inadéquate, puisque le Roi tient de l'article 68 de la Constitution le pouvoir de faire les traités. Pour traduire l'intention du Gouvernement, il y a lieu d'écrire : "Sortiront leurs pleins et entiers effets, les traités que le Roi fera en vue de ... (la suite comme au projet) ... ".

\+
\+ +

Article 23.

Il ne se conçoit pas que le point de départ de la période transitoire prévue par cet article soit fixé par le Roi à une date autre que celle de la mise en vigueur de la loi. Il suffit donc de donner au Roi le pouvoir de fixer la fin de la période transitoire.

L'alinéa 2 appelle les observations suivantes :

1° l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936, modifié et complété par l'arrêté-loi du 14 février 1946 et par la loi du 20 décembre 1957, a été abrogé par l'article 12, 1°, de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, entrée en vigueur le 1er janvier 1961;

.../...

2° l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 est l'arrêté-loi portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles; il a été modifié par les lois du 20 décembre 1957 et du 26 avril 1962;

3° l'arrêté-loi du 24 février 1947, étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, a été modifié par la loi du 20 décembre 1957.

Dans l'alinéa 3, les mots "dispositions nouvelles, résultant ou prises en application de la présente loi" devraient être remplacées par les mots : "dispositions prises pour l'exécution de la présente loi".

Le projet ne précise pas quelles sont les dispositions des lois et arrêtés-lois cités dans l'article qui seront abrogéespar la future loi. Dans un but de sécurité, il y aurait lieu de constater expressément ces abrogations.

Article 24.

Il résulte de cet article que les contrats conclus auprès de sociétés non inscrites sur la liste des demandes d'agréation ou sur celle des agréations ne seront plus considérés comme bénéficiant de l'application de l'article 23, alinéa ler, et ce, à partir de la publication de ces listes au Moniteur belge.

.../...

Il pourra en résulte que, de bonne foi, des particuliers ou des agents concluent encore, à une date proche de la publication, des contrats auprès d'assureurs ne figurant pas sur ces listes.

Pour éviter toute difficulté, il serait préférable de rédiger la première phrase de chacun des alinéas de l'article 24 comme suit : "A l'expiration du ... jour après la publication ... (la suite comme au projet) ... ".

\+

\+ +

Article 26.

Il résulte de l'article 16, § 1er, 4°, du projet qu'en cas d'insolvabilité d'un assureur qui n'a pas demandé l'agréation ou qui ne l'a pas obtenue, les personnes lésées ne sont pas en droit de faire appel au Fonds commun de garantie. La protection des personnes lésées dans les hypothèses envisagées semble donc incomplète.

\+

\+ +

Le texte proposé ci-après tient compte des observations formulées dans le présent avis, sous réserve de celles qui entraînent une prise de position de la part du Gouvernement. Indépendamment de certaines corrections de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, ce texte prévoit une nouvelle présentation du projet qui, pour des raisons de clarté, a été divisée en dix chapitres.

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE VEHICULES AUTOMOTEURS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Communications sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

rticle 1er du
rojet) Article 1er.-

On entend dans la présente loi :

Par véhicules automoteurs : les véhicules destinés à circuler sur le sol et qui peuvent être actionnés par une force mécanique sans être liés à une voie ferrée; tout ce qui est attelé au véhicule est considéré comme en faisant partie.

.../...

Sont assimiléesaux véhicules automoteurs, les remorques construites spécialement pour être attelées à un véhicule automoteur en vue du transport de personnes ou de choses et qui sont déterminées par le Roi.

Par cyclomoteurs : les véhicules automoteurs ainsi dénommés par le règlement général sur la police de la circulation routière.

Par assurés : les personnes dont la responsabilité est couverte conformément aux dispositions de la présente loi.

Par personnes lésées : les personnes qui ont subi un dommage donnant lieu à l'application de la présente loi, ainsi que leurs ayants droit.

Par assureur : l'entreprise d'assurance agréée par le Roi aux termes de l'article 2, § 1er, et dans le cas du § 2, le bureau chargé du règlement des dommages causés en Belgique par des véhicules ayant leur stationnement habituel à l'étranger.

CHAPITRE II. - DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE.

rticle 2 du rojet)

Article 2.-

§ 1er. Les véhicules automoteurs ne peuvent utiliser la voie publique, les terrains ouverts au public et les terrains non publics mais ouverts à un certain nombre de personnes ayant le droit de les fréquenter, que si la responsabilité civile à laquelle ils peuvent donner lieu est couverte par un contrat d'assurance répondant aux dispositions de la présente loi et dont les effets ne sont pas suspendus.

.../...

L'obligation de contracter l'assurance incombe au propriétaire du véhicule. Si une autre personne a contracté l'assurance, l'obligation du propriétaire est suspendue pour la durée du contrat conclu par cette autre personne.

L'assurance doit être contractée auprès d'un assureur agréé à cette fin par le Roi, à l'intervention d'un siège établi en Belgique.

§ 2. Toutefois, les véhicules automoteurs ayant leur stationnement habituel à l'étranger sont admis à la circulation en Belgique à la condition qu'un bureau agréé à cette fin par le Roi assume lui-même à l'égard des personnes lésées, la charge de réparer conformément aux dispositions de la présente loi les dommages causés en Belgique par ces véhicules.

Le Roi fixe les modalités d'admission de ces véhicules en Belgique ainsi que les conditions d'application de l'alinéa 1er du présent paragraphe et détermine quels sont les véhicules qui sont réputés, pour l'exécution de la présente loi, avoir leur stationnement habituel à l'étranger. Il peut prévoir l'exigence d'un certificat international d'assurance.

rticle 3 du ojet)

Article 3.-

§ 1er. L'assurance doit garantir l'indemnisation des personnes lésées chaque fois qu'est engagée la responsabilité civile du propriétaire, de tout détenteur et de tout conducteur du véhicule assuré ou de toute personne transportée, à l'exclusion de la responsabilité civile de ceux qui se seraient rendus maîtres du véhicule par vol ou violence et de ceux qui utiliseraient le véhicule sans motif légitime sachant qu'on s'en est rendu maître de cette façon.

.../...

L'assurance doit comprendre les dommages causés aux personnes et aux biens par des faits survenus en Belgique. Elle doit comprendre les dommages causés aux personnes transportées à quelque titre que ce soit par le véhicule ayant occasionné le dommage; les biens transportés par ce véhicule peuvent être exclus de l'assurance.

L'assurance doit couvrir la responsabilité civile du chef des dommages causés par le véhicule automoteur telle qu'elle résulte de la loi applicable.

L'assurance portant sur une remorque assimilée à un véhicule automoteur par l'article 1er, ne doit couvrir que les dommages causés par la remorque non attelée.

La garantie doit être illimitée.

Toutefois, sauf convention contraire prévoyant une garantie plus élevée, celle-ci est limitée à la somme de dix millions de francs par sinistre en ce qui concerne les dommages matériels provoqués par un incendie ou par une explosion.

§ 2. Le présent article n'est pas applicable aux dommages dont la réparation est organisée par la loi du 27 juillet 1962 relative à la responsabilité civile du Centre d'étude de l'énergie nucléaire.

En ce qui concerne les dommages corporels et matériels non couverts par la loi du 27 juillet 1962 et résultant des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation, de contamination provenant de transmutation d'atomes ou de radioactivité,

.../...

ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules nucléaires, la garantie est, sauf convention contraire prévoyant une garantie plus élevée, limitée à la somme de dix millions de francs par sinistre.

rticle 4 du rojet)

Article 4.-

§ 1er. Le contrat d'assurance peut exclure du bénéfice de l'indemnisation :

1° le preneur d'assurance et le propriétaire du véhicule ayant occasionné le dommage;

2° la personne qui conduit le véhicule au moment où le dommage est occasionné ainsi que tout assuré dont la responsabilité est engagée dans la réparation du dommage

3° le conjoint des personnes mentionnées aux 1° et 2°;

4° les parents et alliés en ligne directe des personnes énumérées ci-dessus à la condition qu'ils habitent sous le toit de celles-ci et soient entretenus par elles;

5° les personnes bénéficiant des lois spéciales sur la réparation des dommages résultant d'accidents du travail, sauf dans la mesure où ces personnes conservent une action en responsabilité civile contre l'assuré.

Lorsque le dommage est causé alors que le véhicule est utilisé en service public ou spécial de transport de personnes en commun, l'exclusion ne peut s'appliquer aux personnes qui sont mentionnées aux 3° et 4°, que si elles participent à l'exploitation en exécutant à ce moment un service dans le véhicule.

.../...

§ 2. Peuvent être exclus de l'assurance, les dommages qui découlent de la participation du véhicule à des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse autorisés.

rticle 5 de
a loi du 1er
uillet 1956)

Article 5.-

Si le contrat stipule que l'assuré contribuera personnellement, dans une certaine mesure, au règlement du dommage, l'assureur n'en demeure pas moins tenu envers la personne lésée au paiement de l'indemnité qui, en vertu du contrat, reste à la charge de l'assuré.

rticle 17 du
rojet)

Article 6.-

§ 1er. La délivrance de la marque d'immatriculation d'un véhicule automoteur autre qu'un cyclomoteur est subordonnée à l'attestation d'un assureur agréé portant sur l'existence d'un contrat d'assurance en cours répondant aux conditions de la présente loi.

Lorsque le contrat d'assurance a pris fin et à défaut d'un nouveau contrat, le titulaire de la marque d'immatriculation est tenu de la restituer à l'autorité désignée par le Roi, dans les cas et conditions déterminés par lui.

La délivrance de la plaque provinciale d'un cyclomoteur est subordonnée à l'attestation d'un assureur agréé portant sur l'existence d'un contrat d'assurance en cours qui répond aux conditions de la présente loi et couvre le demandeur jusqu'au 31 décembre de l'année dont la plaque porte le millésime.

.../...

§ 2. Aucun véhicule automoteur ne peut utiliser la voie publique ou un terrain ouvert au public, sans qu'il soit satisfait aux prescriptions suivantes :

1° si le véhicule a son stationnement habituel en Belgique et y est soumis à l'immatriculation, il doit être muni de la marque d'immatriculation correspondant aux mentions du carnet ou du certificat d'immatriculation.

En outre, le conducteur doit être porteur d'un document dont le Roi détermine la nature et qui facilite l'identification de l'assureur;

2° si le véhicule est un cyclomoteur qui a son stationnement habituel en Belgique, il doit être muni de la plaque provinciale portant le millésime de l'année en cours ou celui de l'année suivante;

3° si le véhicule a son stationnement habituel à l'étranger, le conducteur doit pouvoir établir par les moyens de preuve déterminés par le Roi que le véhicule est admis à circuler en Belgique en vertu de l'article 2, § 2, de la présente loi.

§ 3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque, en vertu des articles 9, 18 ou 50, le véhicule est admis à circuler en Belgique, sans que la responsabilité à laquelle il peut donner lieu soit couverte par une assurance, conformément aux dispositions de l'article 2.

.../...

rticle 20 du rojet)

Article 7.-

L'organisation de courses ou de concours de vitesse, de régularité ou d'adresse au moyen de véhicules automoteurs est soumise à une autorisation délivrée par une autorité, désignée par le Roi, qui a pour mission de constater qu'une assurance spéciale répondant aux dispositions de la présente loi, couvre la responsabilité civile des organisateurs et des personnes visées à l'article 3, § 1er.

Cette autorisation ne dispense pas de celles qui sont requises par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

En ce qui concerne les courses et concours de vitesse seulement, peuvent être exclus de l'assurance spéciale les dommages causés aux conducteurs et autres occupants des véhicules qui participent à ces courses et concours ainsi que les dommages causés à ces véhicules.

rticle 8 de loi du 1er illet 1956)

Article 8.-

Les assurés doivent déclarer à l'assureur tous les sinistres dont ils ont connaissance. Le preneur d'assurance doit fournir à l'assureur tous renseignements et tous documents prescrits par le contrat d'assurance. Les assurés autres que le preneur doivent fournir tous les renseignements et documents nécessaires à l'assureur, à la demande de celui-ci.

.../...

CHAPITRE III. - DES VEHICULES APPARTENANT A L'ETAT OU A CERTAINS ORGANISMES PUBLICS.

rticle 14 du rojet)

Article 9.-

§ 1er. L'Etat, la Régie des télégraphes et des téléphones, la Régie des voies aériennes, la Régie des services frigorifiques de l'Etat, la Société nationale des chemins de fer belges et la Société nationale des chemins de fer vicinaux ne sont pas tenus de contracter une assurance pour les véhicules leur appartenant ou immatriculés en leur nom.

En l'absence d'assurance, ils couvrent eux-mêmes conformément à la présente loi la responsabilité civile à laquelle le véhicule peut donner lieu, les exclusions et limitations prévues aux articles 3 et 4 étant applicables si le Roi n'en dispose autrement.

Lorsqu'ils ne sont pas obligés de réparer le dommage, en raison de la responsabilité civile qui leur est propre, ils sont tenus, à l'égard des personnes lésées, dans les mêmes conditions que l'assureur. Ils peuvent en tout cas être mis en cause devant la juridiction répressive saisie de l'action civile intentée contre l'auteur du dommage.

Ils ont, à l'égard de la personne lésée, les obligations mises à charge du Fonds de garantie par l'article 20 si le conducteur ou le détenteur du véhicule s'en est rendu maître par vol ou violence ou utilise le véhicule sans motif légitime sachant qu'on s'en est rendu maître de cette façon.

.../...

§ 2. Le Roi peut autoriser les organismes d'intérêt public de transport en commun qu'il désigne à bénéficier du régime applicable à l'Etat.

Il fixe les conditions d'octroi et de retrait de cette autorisation, ainsi que les mesures de contrôle nécessaires.

L'autorisation peut notamment être subordonnée au dépôt d'un cautionnement à la Caisse de dépôts et consignations.

CHAPITRE IV. - DE L'ACTION DE LA PERSONNE LESEE CONTRE L'ASSUREUR.

Section 1ère. Dispositions relatives à l'introduction et à la poursuite de l'action.

rticle 6 de
loi du 1er
illet 1956)

Article 10.-

L'assurance fait naître au profit de la personne lésée un droit propre contre l'assureur.

S'il y a plusieurs personnes lésées et si le total des indemnités dues excède la somme assurée, les droits des personnes lésées contre l'assureur sont réduits proportionnellement jusqu'à concurrence de cette somme. Cependant, l'assureur qui a versé de bonne foi à une personne lésée une somme supérieure à la part lui revenant, parce qu'il ignorait l'existence d'autres prétentions, ne demeure tenu envers les autres personnes lésées que jusqu'à concurrence du restant de la somme assurée.

.../...

rticle 7 de
a loi du 1er
uillet 1956)

Article 11.-

Pour l'application des dispositions de la présente loi, la personne lésée peut assigner l'assureur, en Belgique, soit devant le juge du lieu où s'est produit le fait générateur du dommage, soit devant le juge de son propre domicile, soit devant le juge du siège de l'assureur.

rticle 9 du
rojet)

Article 12.-

§ 1er. Le jugement rendu sur une contestation née d'un préjudice causé par un véhicule automoteur n'est opposable à l'assureur, à l'assuré ou à la personne lésée, que s'ils ont été présents ou appelés à l'instance.

Toutefois, le jugement rendu dans une instance entre la personne lésée et l'assuré est opposable à l'assureur, s'il est établi qu'il a, en fait, assumé la direction du procès.

L'assureur peut mettre l'assuré en cause dans le procès qui lui est intenté par la personne lésée.

§ 2. Lorsque l'action civile en réparation du dommage causé par un véhicule automoteur est intentée contre l'assuré devant la juridiction répressive, l'assureur peut être mis en cause par la partie lésée ou par l'assuré et peut intervenir volontairement, dans les mêmes conditions que si l'action était portée devant la juridiction civile, sans cependant que la juridiction répressive puisse statuer sur les droits que l'assureur peut faire valoir contre l'assuré ou le preneur d'assurance.

.../...

Si l'assuré est autre que le preneur d'assurance, ce dernier peut être appelé à la cause ou intervenir volontairement.

L'assureur et le preneur d'assurance peuvent se faire représenter dans les mêmes conditions que la partie civilement responsable.

article 10 du projet)

Article 13.-

§ 1er. Toute action de la personne lésée contre l'assureur, dérivant de la présente loi, se prescrit par trois ans à compter du fait générateur du dommage ou s'il y a infraction, à compter du jour où celle-ci a été commise

La prescription est interrompue par tous pourparlers entre l'assureur et la personne lésée. Un nouveau délai de trois ans prendra cours au moment où l'une des parties aura notifié à l'autre, par exploit d'huissier, qu'elle rompt les pourparlers; si la notification est faite par lettre recommandée, le nouveau délai prendra cours le lendemain du dépôt de celle-ci à la poste.

§ 2. L'interruption ou la suspension de la prescription de l'action de la personne lésée contre un assuré entraîne l'interruption ou la suspension de son action contre l'assureur. L'interruption ou la suspension de la prescription de l'action de la personne lésée contre l'assureur entraîne l'interruption ou la suspension de son action contre les assurés.

.../...

§ 3. Si la décision mettant fin à l'instance contre l'assureur et passée en force de chose jugée admet des réserves, la demande tendant à faire statuer sur leur objet sera recevable pendant trente ans à partir du prononcé.

ticle 11 du ojet)

Article 14.-

Aucune nullité, aucune exception ou déchéance dérivant de la loi ou du contrat d'assurance ne peut être opposée par l'assureur à la personne lésée.

L'assureur peut se réserver un droit de recours contre le preneur d'assurance et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que le preneur, dans la mesure où il aurait été autorisé à refuser ou à réduire ses prestations d'après la loi ou le contrat d'assurance.

Tout contrat d'assurance conclu en vue de l'exécution de la présente loi est réputé de plein droit, couvrir, à l'égard de la personne lésée, tous les risques qui doivent obligatoirement être assurés.

Section II. De l'opposabilité aux personnes lésées des événements ou clauses mettant fin au contrat d'assurance, suspendant celui-ci ou la garantie qui en fait l'objet.

rticle 12 du rojet)

Article 15.-

En cas de transfert de propriété du véhicule, les stipulations du contrat d'assurance qui ont pour objet de mettre fin, par le seul effet du transfert, à l'assurance portant sur ce véhicule, sont opposables à la personne lésée, sans qu'il y ait lieu à application de l'article 16.

.../...

Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 16, l'assureur du véhicule dont la propriété a été transférée reste tenu à l'égard de la personne lésée, si le dommage a été causé par :

1° le véhicule dont la propriété a été transférée, s'il circule même illicitement sous la marque d'immatriculation qu'il portait avant le transfert;

2° le véhicule utilisé en remplacement de celui dont la propriété a été transférée, s'il circule même illicitement sous la marque d'immatriculation que ce dernier portait avant le transfert.

rticle 13 du ojet)

Article 16.-

§ 1er. Pour être opposables à la personne lésée, l'expiration, l'annulation ou la résiliation du contrat doivent être notifiées par l'assureur à l'autorité ou à la personne désignée par le Roi; le Roi fixe le mode de notification, le moment à partir duquel elle peut être faite et le point de départ du délai prévu au § 2.

§ 2. Les obligations de l'assureur à l'égard de la personne lésée subsistent pour les sinistres survenus avant l'expiration d'un délai de seize jours suivant la notification prévue au § 1er; ce délai ne peut prendre cours avant le jour qui suit la fin du contrat.

§ 3. Toutefois, ces obligations cessent de plein droit, sans notification, en ce qui concerne les sinistres survenant :

1° après l'entrée en vigueur d'une nouvelle assurance couvrant le même risque;

.../...

2° après l'expiration d'un délai de seize jours qui suit l'échéance du terme prévu par un contrat d'assurance, souscrit conformément à l'article 2, § 1er, en vue de couvrir la responsabilité civile à laquelle donne lieu un véhicule automoteur ayant son stationnement habituel à l'étranger;

3° après l'expiration d'un délai de seize jours qui suit le terme pour lequel a été émis un certificat international d'assurance, lorsque l'obligation assumée par le bureau, conformément à l'article 2, § 2, est subordonnée à l'existence de ce certificat.

§ 4. La suspension du contrat ou de la garantie n'est pas opposable à la personne lésée, sauf si un autre assureur est tenu à l'égard de celle-ci.

ticle 13bis projet)

Article 17.-

Les articles 15 et 16 ne sont pas applicables aux cyclomoteurs.

Ceux-ci sont soumis aux dispositions ci-après :

1. Par le seul fait de la délivrance de l'attestation prévue à l'article 6, § 1er, l'assureur couvre à l'égard de la personne lésée les dommages causés, avant la fin de l'année dont la plaque provinciale porte le millésime, par tout cyclomoteur muni de cette plaque avec l'autorisation du titulaire de celle-ci.

Toutefois, l'assureur ne peut être tenu au-delà des dispositions du contrat d'assurance qu'en l'absence d'une autre assurance conforme à la présente loi et couvrant effectivement les dommages.

.../...

2. En ce qui concerne les contrats d'assurance souscrits conformément à l'article 2, § 1er, en vue de couvrir la responsabilité civile à laquelle donnent lieu les cyclomoteurs ayant leur stationnement habituel à l'étranger, les obligations de l'assureur couvrent à l'égard de la personne lésée, les dommages causés par le cyclomoteur décrit au contrat avant l'expiration d'un délai de seize jours suivant le terme fixé par le contrat.

ticle 14bis projet)

Article 18.-

Par dérogation aux articles 15 et 16, lorsqu'un véhicule automoteur fait l'objet d'une mesure de réquisition civile ou militaire, en propriété ou en location, les stipulations du contrat d'assurance qui ont pour objet de mettre fin à l'assurance ou de la suspendre par le seul effet de la réquisition, sont de plein droit opposables à la personne lésée, dès la prise en charge effective par l'autorité qui a pris la mesure de réquisition.

Par le seul fait de la prise en charge, la personne publique au nom de laquelle la réquisition a eu lieu, couvre elle-même, dans la mesure prévue à l'article 9, § 1er, la responsabilité à laquelle le véhicule réquisitionné peut donner lieu.

CHAPITRE V. - DU FONDS COMMUN DE GARANTIE.

ticle 15, § 6, inéas 1er et 2 projet)

Article 19.-

§ 1er. Le Roi agrée, aux conditions qu'il détermine, un Fonds commun de garantie qui a pour mission d'indemniser les personnes lésées dans les cas prévus à l'article 20, § 1er (1). Il en approuve

.../...

(1) Il y aurait lieu de réglementer de manière distincte le cas de la création par l'Etat du Fonds commun de garantie (voyez l'observation relative à l'article 15, § 6, du texte du Gouvernement).

article 15, § 9, alinéa 2, 1ère phrase du projet)

les statuts, réglemente le contrôle de ses activités et indique les actes qui doivent faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Il lui retire l'agréation s'il n'agit pas conformément à la loi, aux règlements ou à ses statuts.

§ 2. Les assureurs sont solidairement tenus d'effectuer à ce Fonds commun de garantie, les versements nécessaires pour l'accomplissement de sa mission et pour assurer ses frais de fonctionnement.

rticle 15, § 8, linéas 1er, 3 artim et 4 u projet)

§ 3. En cas de cessation ou de retrait de l'agréation du Fonds commun de garantie, le Roi peut prendre toutes les mesures propres à sauvegarder les droits des personnes lésées, sans préjudice des droits des autres créanciers.

Le Roi nomme un liquidateur spécial chargé de la liquidation du Fonds quant aux droits et obligations résultant de la présente loi.

Pendant la durée de la liquidation, le § 2 reste applicable.

ticle 16 du ojet)

Article 20.-

§ 1er. La personne lésée, à laquelle un dommage corporel a été causé par un véhicule automoteur, peut obtenir du Fonds commun de garantie la réparation de ce dommage :

1° lorsque le véhicule qui a causé l'accident n'est pas identifié; dans ce cas, le Fonds est substitué à la personne responsable;

.../...

2° lorsque, l'obligation d'assurance n'ayant pas été respectée, aucun assureur agréé n'est obligé par la loi à ladite réparation;

3° lorsque, en cas de vol ou de violence, la responsabilité civile à laquelle le véhicule peut donner lieu n'est pas assurée en vertu de l'exclusion prévue à l'article 3, § 1er, alinéa 1er;

4° lorsque l'assureur agréé, débiteur des indemnités, ayant renoncé à l'agréation ou ayant fait l'objet de la mesure de retrait d'agréation prévue à l'article 23, § 1er, est en défaut d'exécuter ses obligations .

L'étendue et les conditions d'octroi de ce droit à réparation sont déterminées par le Roi.

Dans les cas prévus aux 2° et 4°, le Roi peut étendre les obligations du Fonds commun de garantie à l'indemnisation des dégâts matériels dans les limites spéciales qu'il détermine.

§ 2. Dans les cas prévus au § 1er, le Fonds commun de garantie est subrogé, dans la mesure où il a réparé le dommage, aux droits de la personne lésée contre les personnes responsables et éventuellement contre leurs assureurs.

rticle 18, §
, 1ère phrase
u projet)

Lorsqu'en application de l'article 32, alinéa 2, une caution est fournie ou un cautionnement est versé, le Fonds commun de garantie est, à l'égard de la caution ou du cautionnement, subrogé dans les droits des personnes lésées qu'il a indemnisées des dommages causés par le véhicule. Il en est de même à l'égard du produit de la vente du véhicule qui, en application de l'article 35, a été affecté à la réparation des dommages.

.../...

rticle 16, § alinéa 2 et rticle 18, § 6, ème phrase)

La subrogation ne peut préjudicier aux droits que pourraient faire valoir personnellement des personnes lésées qui seraient en concours avec le Fonds en raison de créances de responsabilité civile faisant l'objet de la présente loi. Ces personnes lésées, à l'exclusion des personnes qui leur seraient subrogées, exercent leurs droits par préférence au Fonds.

§ 3. Le jugement rendu sur une contestation née d'un préjudice causé par un véhicule automoteur n'est opposable au Fonds, à la personne responsable ou à la personne lésée que s'ils ont été présents ou appelés à l'instance. Toutefois, le jugement est opposable au Fonds dans le cas prévu au § 1er, 4°, même s'il n'a pas été présent ou appelé à l'instance.

Lorsqu'un assureur a renoncé à l'agréation ou a fait l'objet d'une mesure de retrait d'agréation, le Fonds peut intervenir en tout état de cause dans les instances dirigées contre cet assureur ou contre ses assurés.

Le Fonds peut mettre la personne responsable en cause dans le procès qui lui est intenté par la personne lésée.

§ 4. Lorsque l'action civile en réparation du dommage causé par un véhicule automoteur est intentée devant la juridiction répressive, le Fonds peut être mis en cause par la personne lésée et peut intervenir volontairement dans les mêmes conditions que si l'action était portée devant la juridiction civile.

.../...

Le Fonds et la personne responsable peuvent se faire représenter dans les mêmes conditions que la partie civilement responsable.

CHAPITRE VI. - DU BUREAU CHARGE DE REGLER LES DOMMAGES CAUSES PAR DES VEHICULES AYANT LEUR STATIONNEMENT HABITUEL A L'ETRANGER.

rticle 15, § du projet)

Article 21.-

§ 1er. Le Roi agrée aux conditions qu'il détermine, un bureau qui a pour mission de régler les dommages causés en Belgique par les véhicules mentionnés à l'article 2, § 2.

Dans les limites de cette mission, le Roi approuve les statuts de ce bureau, réglemente le contrôle de ses activités et indique les actes qui doivent faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

rticle 15, § alinéa 2 du ojet)

Il lui retire l'agréation si le bureau n'agit pas conformément à la loi, aux règlements ou à ses statuts.

Les assureurs sont cautions solidaires des engagements qui incombent à ce bureau dans les limites de sa mission.

§ 2. En cas de cessation ou de retrait de l'agréation du bureau, sa mission est assurée pour une période que le Roi détermine par le Fonds commun de garantie prévu à l'article 19.

.../...

rticle 15, § , alinéa 3 artim du pro- et)

Le Roi peut prendre toutes les mesures propres à sauvegarder les droits des personnes lésées, sans préjudice des droits des autres créanciers. Il nomme un liquidateur spécial chargé de la liquidation du bureau quant aux droits et obligations résultant de la présente loi.

CHAPITRE VII. - DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DES MESURES TENDANT A GARANTIR L'EXECUTION DE LEURS OBLIGATIONS.

rticle 15, § r du projet)

Article 22.-

Nul ne peut souscrire, en qualité d'assureur, des contrats d'assurance de la responsabilité civile

rticle 15, § alinéa 1er projet)

prévue à l'article 2, § 1er, s'il n'est agréé par le Roi. La liste des entreprises d'assurance agréées est publiée au moins une fois l'an au Moniteur belge.

Il est interdit à tout agent, courtier ou intermédiaire, de proposer la souscription d'un contrat d'assurance de la responsabilité civile visée par l'article 2, § 1er, auprès d'un assureur non agréé, de faire souscrire un tel contrat ou d'intervenir à sa souscription.

rticle 15, § du projet)

Article 23.-

§ 1er. Le Roi détermine les conditions d'agréation, de cessation et de retrait d'agréation des assureurs.

.../...

Il réglemente leur activité et en organise le contrôle. Il détermine notamment les normes auxquelles doivent satisfaire les tarifs, ainsi que les taux maxima des primes.

§ 2. Aux conditions que le Roi détermine, les assureurs déposent un cautionnement, calculent et comptabilisent les engagements découlant des obligations qui leur incombent, tant en vertu des contrats d'assurance qu'ils ont souscrits, qu'en vertu des dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution.

Ils doivent disposer en tout temps de garanties correspondant au montant de ces engagements.

Les biens constituant le cautionnement et les garanties doivent appartenir en pleine propriété à l'assureur.

Dans toute entreprise d'assurance doit être tenu un inventaire spécial des biens constituant ces garanties.

Sans égard à leur montant nominal ou au montant pour lequel ils sont estimés ou figurent dans les livres de l'assureur, les biens déposés à titre de cautionnement et les biens meubles compris dans ces garanties ne peuvent être affectés qu'au paiement des indemnités dues aux personnes lésées. De même, les biens susceptibles d'hypothèque, compris dans ces garanties, sont grevés d'une hypothèque légale garantissant le paiement de ces indemnités.

.../...

Toutefois, en ce qui concerne les indemnités dues pour la réparation des dégâts matériels, le droit exclusif ou l'hypothèque légale ne peuvent s'exercer que sur les sommes et biens qui subsistent après le règlement de l'ensemble des créances du chef des dommages résultant de lésions corporelles.

§ 3. Le Ministre ayant le contrôle de l'assurance dans ses attributions ou son délégué requiert l'inscription de l'hypothèque légale prévue au § 2, à concurrence du montant des garanties que le bien représente, dans les conditions prévues aux articles 82 à 87 de la loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire. Les inscriptions sont radiées ou réduites du consentement du Ministre ou de son délégué dans les conditions prévues aux articles 92 à 95 de la même loi. Les frais relatifs à l'inscription et à la mainlevée sont à charge de l'Etat (1).

En cas de liquidation des opérations de l'assureur aucune action en revendication ne pourra être exercée sur les valeurs mobilières faisant partie des garanties aussi longtemps que les obligations de l'assureur relatives au paiement des indemnités dues aux personnes lésées n'auront pas été entièrement exécutées.

.../...

---

(1) Voyez, en ce qui concerne cet alinéa, dans l'avis l'observation relative à l'article 15, § 2, du projet.

rticle 15, § du projet)

Article 24.-

Lorsque le Ministre qui a le contrôle de l'assurance dans ses attributions juge que les garanties financières présentées par un assureur sont insuffisantes, il peut prendre toutes mesures utiles et, notamment, imposer le versement, en numéraire, de tout ou partie du capital social, du fonds social, ou du fonds de garantie souscrit et non encore versé, ainsi qu'interdire toute attribution et toute distribution de bénéfices tant aux actionnaires qu'aux assurés.

rticle 15, § du projet)

Article 25.-

Sauf autorisation, dans les conditions fixées par le Roi, du Ministre qui a le contrôle de l'assurance dans ses attributions, il est interdit aux assureurs de disposer de tout bien affecté au cautionnement ou à la constitution des garanties prévues à l'article 23, § 2, ou d'apporter à ce bien des transformations qui auraient pour effet d'en diminuer la valeur.

rticle 15, § alinéas 1er, et 3 partim projet)

Article 26.-

En cas de cessation ou de retrait de l'agréation d'un assureur, le Roi peut prendre toutes les mesures propres à sauvegarder les droits des preneurs d'assurances, des assurés et des personnes lésées, sans préjudice des droits des autres créanciers.

.../...

Lorsque les biens mentionnés à l'inventaire prévu à l'article 23, § 2, alinéa 4, sont insuffisants pour constituer les garanties définies à l'article 23, § 2, alinéa 2, le Roi complète cet inventaire en choisissant des biens dans l'actif de l'entreprise, en vue de permettre l'exercice du droit exclusif et de l'hypothèque légale prévus au même article 23, § 2, alinéa 5.

L'assureur restera soumis au contrôle pendant la durée de la liquidation de ses opérations.

rticle 15, § , alinéa 2 u projet)

Article 27.-

Les entreprises d'assurance sont tenues de procéder par la voie du Moniteur belge aux publications prescrites par le Roi.

rticle 15, § 2 du projet)

Article 28.-

Les frais de contrôle sont supportés par les assureurs, à concurrence de 5 p.m. au plus des primes encaissées pour l'assurance prévue par la présente loi. Un arrêté royal fixe, à la fin de chaque exercice, la répartition des frais entre les assureurs au prorata du montant des primes encaissées.

.../...

rticle 15, § du projet)

Article 29.-

Les administrateurs ou gérants d'une société par actions, d'une société coopérative et d'une association d'assurance mutuelle agréées en qualité d'assureur, ainsi que les fondés de pouvoir en Belgique d'une entreprise d'assurance étrangère agréée, sont solidairement responsables envers les personnes lésées, de tous dommages résultant de la violation des obligations imposées aux assureurs par le présent chapitre et par les arrêtés pris pour son exécution.

Ils ne sont déchargés de cette responsabilité solidaire quant aux violations auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et si l'on ne peut leur reprocher de n'avoir pas mis en oeuvre tous les moyens à leur disposition pour empêcher ou limiter le dommage.

rticle 15, § , du projet)

Article 30.-

Sans préjudice de l'application éventuelle de toutes autres sanctions, le Roi peut prévoir que les assureurs qui contreviennent aux dispositions du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution, énumérées par lui ,sont, à défaut de régularisation dans le délai fixé par le Ministre ayant le contrôle de l'assurance dans ses attributions, passibles d'astreintes calculées à raison de cinq cents francs par jour de retard ; les astreintes sont recouvrées comme en matière d'enregistrement sur la demande de ce Ministre.

.../...

CHAPITRE VIII.- DISPOSITIONS PENALES.

Section 1ère. De la saisie des véhicules.

article 18, § 3, du projet).

Article 31.-

Tout véhicule automoteur utilisant la voie publique ou un des terrains visés à l'article 2, § 1er, est saisi lorsqu'il y a lieu de croire que la responsabilité civile à laquelle il peut donner lieu n'est pas couverte conformément aux dispositions de la présente loi. Sans préjudice des pouvoirs accordés par le Code d'instruction criminelle, cette saisie peut être effectuée par tout officier de police judiciaire et par tout fonctionnaire ou agent de l'autorité publique qualifié pour dresser des procès-verbaux du chef d'infraction à la présente loi.

Une copie du procès-verbal est adressée au propriétaire du véhicule dans les deux jours à compter de celui où son identité a pu être établie.

Le véhicule reste aux risques du propriétaire pendant la durée de la saisie.

article 18, § 4, du projet)

Article 32.-

Lorsqu'il est justifié qu'au moment où la saisie a été faite, la responsabilité civile à laquelle le véhicule pouvait donner lieu était couverte par une assurance répondant aux dispositions de la présente loi ou lorsque aucune infraction à l'article 33 n'est retenue à charge du propriétaire du véhicule, la saisie est levée par le ministère public ou le juge d'instruction, à moins que son maintien ne soit exigé pour un autre motif que le défaut d'assurance.

.../...

Dans les autres cas, il faut, pour que la saisie puisse être levée, qu'il soit justifié de la conclusion d'un contrat d'assurance répondant aux dispositions de la présente loi ainsi que du paiement des frais de saisie et de conservation du véhicule. La levée de la saisie peut, en outre, être subordonnée à la fourniture d'une caution ou au versement d'un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations, en vue de garantir la réparation des dommages causés par le véhicule. Le montant de l'engagement de la caution ou du cautionnement est déterminé par le ministère public ou par le juge d'instruction; cette garantie ne peut excéder la valeur du véhicule.

Si la saisie se prolonge pendant plus de trois mois, le président du tribunal de première instance siégeant en référé peut autoriser le greffier à faire procéder à la vente du véhicule par l'administration de l'enregistrement et des domaines, le propriétaire ayant été dûment cité à la requête du ministère public. L'ordonnance n'est susceptible d'aucun recours. Si l'autorisation n'est pas donnée, le ministère public peut citer à nouveau un mois après que l'ordonnance a été rendue.

Après prélèvement par l'Etat des frais de saisie et de conservation du véhicule, le produit net de la vente autorisée par le président du tribunal, est substitué au véhicule saisi en ce qui concerne la confiscation ou la restitution.

.../...

Section II. Des peines.

(article 18, § ler, du projet)

Article 33.-

§ ler. Le propriétaire ou le détenteur d'un véhicule automoteur qui l'utilise ou tolère qu'il soit utilisé dans l'un des endroits prévus à l'article 2, § ler, sans que la responsabilité civile à laquelle il peut donner lieu soit couverte conformément à la présente loi, ainsi que le conducteur de ce véhicule , sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Le détenteur et le conducteur du véhicule ne sont punissables, en vertu de l'alinéa ler, que s'ils savent ou sont réputés savoir que la responsabilité civile à laquelle le véhicule peut donner lieu n'est pas couverte conformément à la présente loi.

Ils sont réputés savoir que cette responsabilité n'est pas couverte, lorsqu'ils utilisent sur la voie publique ou sur un terrain ouvert au public un véhicule automoteur qui ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 6, § 2.

(article 20, alinéa 4 , du projet)

§ 2. Est puni des peines prévues au § ler, alinéa ler, quiconque organise des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse ou y participe , sans être couvert par l'assurance spéciale prévue à l'article 7.

§ 3. Si le propriétaire ou le détenteur est une société, une association ou un organisme jouissant de la personnalité juridique, les peines sont applicables aux administrateurs, gérants ou associés coupables et la société, l'association ou l'organisme propriétaire est civilement responsable du paiement des condamnations pécuniaires.

.../...

(article 18, § 2, du projet)

Article 34.-

Dans les cas prévus à l'article 33, les tribunaux peuvent, en outre, prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, soit à titre définitif, soit pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus.

Les dispositions relatives à la déchéance du droit de conduire contenues dans la législation sur la police de la circulation routière sont applicables à la déchéance du droit de conduire prévue à l'alinéa 1er.

(article 18, § 5, du projet)

Article 35.-

En condamnant le propriétaire du véhicule pour infraction à l'article 33, les tribunaux peuvent ordonner que le véhicule saisi soit vendu par l'administration des domaines et que tout ou partie du produit net de la vente recueilli par le greffier soit, après déduction des frais de saisie et de conservation du véhicule, affecté à la réparation des dommages causés par celui-ci par préférence à toute autre créance. Si le véhicule a déjà été vendu en application de l'article 32, alinéa 3, la même affectation peut être donnée à tout ou partie du produit de la vente.

Lorsque la confiscation du véhicule est prononcée, la partie du produit net de la vente, qui n'est pas affectée à la réparation des dommages causés par le véhicule, est attribuée au Trésor.

.../...

(article 18, § 8, du projet)

Article 36.-

Est puni des peines prévues par l'article 21 de la loi du 1er août 1899, le titulaire de la marque d'immatriculation qui, après l'expiration du délai fixé par le Roi, reste en défaut de satisfaire à l'obligation imposée par l'article 6, § 1er, alinéa 2.

Les mêmes peines sont applicables en cas d'infraction aux dispositions de l'article 6, § 2, ou à celles des règlements pris en exécution de ces dispositions.

(article 18, § 7, du projet)

Article 37.-

Sont punies d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de mille francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

1° toute infraction aux articles 22 et 25;

2° toute infraction aux obligations imposées aux assureurs en vertu des articles 23 et 24.

article 18, § 9, du projet)

Article 38.-

Si, dans les cas prévus aux articles 36 et 37, l'auteur de l'infraction est une société, une association ou un organisme jouissant de la personnalité juridique, les peines sont applicables aux administrateurs, gérants ou associés coupables et la société, l'association ou l'organisme est civilement responsable du paiement des condamnations pécuniaires.

.../...

article 19 de la loi du 1er juillet 1956)

Article 39.-

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, mais à l'exception de l'article 43, alinéa 1er, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

article 18, § 10, du projet)

Article 40.-

Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont qualifiés pour constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des reglements pris pour son exécution, les fonctionnaires et agents de l'autorité publique délégués pour surveiller l'exécution de la législation et des règlements sur la police du roulage, ainsi que ceux qui seront spécialement désignés par le Roi.

Les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires et agents font foi jusqu'à preuve contraire.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

article 23 du projet)

Article 41.-

Pendant une période transitoire dont la fin sera fixée par le Roi, le propriétaire d'un véhicule automoteur est considéré comme ayant contracté avec un assureur agréé, s'il justifie de l'existence d'une police d'assurance couvrant les risques visés par la présente loi et souscrite auprès d'un assureur pratiquant en Belgique l'assurance de la responsabilité civile.

Il en est de même des personnes et exploitants qui ont contracté une assurance de responsabilité civile auprès d'un assureur agréé aux fins de l'exécution des

.../...

obligations d'assurance prévues en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, modifié par les lois du 20 décembre 1957 et du 26 avril 1962, de l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leur propriétaire, modifié par la loi du 20 décembre 1957, et de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

La réglementation prise en vertu des arrêtés-lois et de la loi précités reste d'application jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des dispositions prises pour l'exécution de la présente loi.

(article 24 du projet)

Article 42.-

A l'expiration du ... jour après la publication au Moniteur belge de la liste des assureurs ayant introduit leur demande d'agréation dans les conditions et le délai fixés par le Roi, l'article 41, alinéas 1er et 2, n'est applicable aux contrats souscrits après cette date que si l'assureur figure sur cette liste.

A l'expiration du ... jour après la publication de l'arrêté contenant la liste des agréations, l'article 41, alinéas 1er et 2, n'est plus applicable aux contrats souscrits après cette date auprès d'un assureur qui ne figure pas sur cette liste.

.../...

(article 25 du projet)

Article 43.-

Les contrats régulièrement souscrits auprès des assureurs qui n'ont pas demandé l'agréation ou qui l'ayant demandée ne l'ont pas obtenue sont résiliés de plein droit à l'expiration de la période transitoire prévue à l'article 41.

La prime est remboursée par l'assureur, sous déduction de 25 p.c. , au prorata de la partie non couverte du risque.

article 26 du projet)

Article 44.-

Le Roi peut, à l'égard des assureurs qui n'ont pas demandé l'agréation ou qui l'ayant demandée ne l'ont pas obtenue, prendre toutes les mesures propres à sauvegarder les droits des preneurs d'assurance, des assurés et des personnes lésées, sans préjudice du droit des autres créanciers.

Il peut notamment autoriser les assurés à résilier avant la fin de la période transitoire, les contrats souscrits auprès de ces assureurs. Dans ce cas, l'article 43, alinéa 2, est applicable.

rticle 27 u rojet)

Article 45.-

La fin de la période transitoire ne peut justifier la résiliation des contrats en cours auprès des assureurs qui ont obtenu l'agréation, ni aucune modification de la prime de ces contrats.

.../...

(article 28 du projet)

Article 46.-

L'entrée en vigueur de la présente loi a pour effet de modifier de plein droit, dans les limites fixées par ses dispositions, les obligations des assureurs telles qu'elles résultent des conditions générales des contrats en cours.

Ces modifications ne peuvent justifier aucune majoration ou réduction du montant de la prime fixée par le contrat, ni la résiliation de celui-ci.

(article 29 du projet)

Article 47.-

§ 1er. Les plaques provinciales pour cyclomoteurs qui porteront le millésime de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente loi ne seront délivrées que sur la production d'une attestation d'un assureur agréé portant sur l'existence d'un contrat d'assurance valable jusqu'au 31 décembre de cette année.

Cette attestation devra être fournie par l'assureur sur demande de tout titulaire d'un contrat d'assurance en cours au 1er janvier de cette même année. La période d'assurance qui prend fin au cours de l'année sera prolongée jusqu'au 31 décembre, un supplément étant dû à l'assureur au prorata de la prolongation.

§ 2. Si le contrat se poursuit au-delà de cette date, les périodes annuelles d'assurance couvrent l'année civile, l'échéance annuelle étant fixée au 1er décembre qui précède la dite année et la date de l'expiration du contrat reportée au 31 décembre de l'année où il doit prendre fin.

.../...

CHAPITRE X. - DISPOSITIONS FINALES.

(article 21 du projet)

Article 48.-

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente loi par des conventions particulières qui porteraient atteinte aux droits des personnes lésées.

(article 15, § 11 du projet)

Article 49.-

Le Roi peut, aux fins d'exécution de la présente loi, créer une commission consultative ou donner compétence à cet effet à une commission créée en vertu des lois existantes. Il en précise la mission.

article 14ter du projet)

Article 50.-

Sortiront leur plein et entier effet, les traités que le Roi fera en vue de régler les conditions auxquelles peuvent être admis à circuler en Belgique, sans qu'ils soient couverts par une assurance, les véhicules automoteurs appartenant à des Etats étrangers ainsi que ceux à l'égard desquels ils se portent garants.

Ces traités comporteront de la part de l'Etat étranger, notamment la reconnaissance de la compétence des tribunaux belges et l'engagement de l'Etat étranger de garantir le paiement des indemnités résultant des dommages causés par ces véhicules dans les conditions où l'Etat belge serait tenu s'il s'agissait de ses propres véhicules.

.../...

Par ces traités, des obligations correspondantes pourront être mises à charge de l'Etat belge en vue de garantir la réparation des dommages causés à l'étranger par des véhicules automoteurs lui appartenant ou immatriculés en son nom. Il peut en être de même en ce qui concerne la réparation des dommages causés à l'étranger par des véhicules appartenant ou immatriculés au nom d'autorités publiques ou de personnes juridiques dispensées de l'obligation d'assurance.

Article 51.-

Sont abrogés :

1° la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2° ... (voir observation relative à l'article 23 du projet) ...

.../...

article 30 du projet)

Article 52.-

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le Roi.

Le Roi peut fixer une date particulière en ce qui concerne certaines catégories de véhicules qu'il détermine.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Communications,

Het ontwerp strekt tot wijziging van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Onder andere :

1. omvat het bijzondere bepalingen voor rijwielen met hulpmotor;
2. houdt het rekening met de wet van 30 mei 1961 betreffende de verjaring van de burgerlijke vordering in geval van misdrijf;
3. onderwerpt het de verzekeringsmaatschappijen aan een streng toezicht en bepaalt het tot in bijzonderheden welke waarborgen zij gehouden zijn te geven;
4. omschrijft het de rechten en verplichtingen van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds;
5. verbindt het aan de afgifte van de nummerplaat of van de provinciale kenplaat voor rijwielen met hulpmotor de voorwaarde dat een bewijs van een toegelaten verzekeraar wordt overgelegd;
6. omschrijft het nader de strafregeling, onder meer het beslag op de voertuigen;
7. bevat het bepalingen met het oog op de overgangsperiode en bepalingen betreffende contracten die zullen lopen op het tijdstip waarop de lijst van de toegelaten verzekeraars in het Staatsblad verschijnt.

\+

\+ \+

.../...

Bij de inkleding van het ontwerp is een opmerking te maken.

Het gaat te werk met wijzigingen in de wet van 1 juli 1956, waarvan alleen de artikelen 5, 6, 7, 8, 19 en 22 behouden blijven. De nieuwe bepalingen zijn verdeeld over vier artikelen, die elk voor zich verschillende artikelen uit de wet van 1956 wijzigen. Bovendien is de materie daarin onoverzichtelijk geworden. Beter ware, een volledig nieuwe wettekst te brengen, waarin de ongewijzigd gebleven artikelen uit de wet van 1 juli 1956 overgenomen en de ontwerp-teksten in logischer volgorde voorgesteld zouden worden. Dit verdient des te meer aanbeveling, daar het hier gaat om een wet waarvan veelvuldig toepassing zal worden gemaakt.

\+

\+ +

Duidelijkheidshalve wordt in het onderhavige advies niet gewerkt met de nummering van de artikelen van het ontwerp, maar met die van de artikelen van de wet van 1 juli 1956 die het ontwerp wijzigt, of met die van de nieuwe artikelen die het in die wet invoegt.

Die artikelen worden onderzocht in de volgorde van het ontwerp.

\+

\+ +

.../...

Artikel 2.

Het ontwerp neemt artikel 2, § 1, van de wet van 1 juli 1956 over, onder toevoeging van drie nieuwe gegevens :

1° In de Franse tekst vervangt het de woorden "ne sont admis à circuler" door "ne sont admis à la circulation".

Die wijziging beantwoordt niet aan de bedoeling van de Regering zoals zij in de memorie is toegelicht; juister ware : "les véhicules automoteurs ne peuvent utiliser la voie publique ...", in het Nederlands : "van de openbare weg ... mogen motorrijtuigen alleen gebruik maken ...". Deze opmerking geldt ook voor de andere artikelen waarin die uitdrukking voorkomt.

2° Het stelt, dat het verzekeringscontract tot dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid "lopende" moet zijn.

De memorie van toelichting zegt : "Dat er een verzekeringsovereenkomst bestaat, is immers onvoldoende. De overeenkomst mag niet geschorst zijn wegens wanbetaling van de premie of van enige andere reden".

Wat de Regering bedoelt, zou beter tot uiting komen in de volgende lezing voor het slot van het eerste lid : "gedekt is door een verzekeringscontract dat aan de bepalingen van deze wet voldoet en waarvan de werking niet is geschorst".

.../...

3° Het schrijft voor dat de verzekering gesloten moet zijn bij de Belgische zetel van een toegelaten verzekeraar.

Artikel 3.

In het laatste lid kan worden volstaan met een regeling voor de vergoeding van schade veroorzaakt door brand of ontploffing. Men leze hier :

"Voor stoffelijke schade, veroorzaakt door brand of ontploffing, is de dekking, behoudens strijdig beding dat een hogere dekking waarborgt, echter beperkt tot het bedrag van tien millioen frank per schadegeval".

Wat de gevolgen van kern-ongevallen betreft, geeft de Raad van State in overweging er een afzonderlijke bepaling aan te wijden, die § 2 van artikel 3 zou worden en te lezen zou zijn zoals verder wordt voorgesteld.

Artikel 4.

1° De Franse tekst begint onder § 1 als volgt : "Peuvent être exclus du bénéfice de l'assurance ...". In de Nederlandse tekst komt de bedoeling van de Regering beter tot uiting : "van het recht op een uitkering kunnen worden uitgesloten". Die bepaling bedoelt immers alleen de verzekeraar toe te staan, in de polis een beding op te nemen waarbij de in die paragraaf genoemde personen worden uitgesloten van het recht, voor zich schadeloosstelling te vorderen. Dit beding dient echter niet om de verzekeraar te ontslaan van de verplichting, die personen tegen verhaal van derden te vrijwaren.

.../...

De woorden "le bénéfice de l'assurance" zijn dus te algemeen.

2° Het tweede lid onder 4° doelt én op het geval onder 3° én op het geval onder 4°. Beter ware, hiervan een tweede lid van § 1 te maken. Deze paragraaf kan worden gelezen zoals verder is voorgesteld.

Artikel 9.

Het tweede lid van § 2 zou moeten eindigen als volgt : "... in het geding geroepen worden of vrijwillig tussenkomen".

De eerste volzin van het laatste lid van dit artikel bepaalt, dat "de medewerking van een pleitbezorger facultatief" is. Dit hoeft niet te worden gezegd, aangezien artikel 2 van de wet van 16 februari 1961 de zaak regelt.

Artikel 10.

De wet van 30 mei 1961 heeft de wet van 17 april 1878 gewijzigd ter zake van verjaring van publieke en burgerlijke vorderingen.

Een van de belangrijkste bepalingen van die wet is die waarin de verjaringstermijn voor de publieke vordering wordt losgemaakt van die van de burgerlijke vordering.

.../...

In de wet van 17 april 1878 was de verjaring van de burgerlijke vordering gekoppeld aan die van de publieke vordering : in beginsel tien jaar voor misdaden, drie jaar voor wanbedrijven en zes maanden voor overtredingen.

Het nieuwe artikel 26 van die wet stelt een eenvormige verjaring in voor de burgerlijke vordering volgend uit een misdrijf, namelijk vijf jaar te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd; maar de verjaring kan niet worden bereikt vóór die van de publieke vordering.

Het ontwerp houdt de verjaringstermijn voor de rechtstreekse vordering tegen de verzekeraar op drie jaar.

Vóór de wet van 30 mei 1961 was de termijn om op te treden tegen de verzekeraar in talrijke gevallen veel langer dan of even lang als die waarover een slachtoffer van een verkeersongeval beschikte om op te treden tegen degene die de schade heeft veroorzaakt. Voortaan zou de toestand andersom worden en zou de termijn om op te treden tegen de verzekeraar korter zijn dan de termijn om een rechtsvordering tegen de aansprakelijke in te stellen.

De memorie van toelichting geeft het waarom van dit verschil niet op.

De Raad van State had de aandacht van de Regering hierop reeds gevestigd in zijn advies betreffende het ontwerp dat de wet van 1 juli 1956 (L. 4733/2) is geworden.

.../...

Artikel 11.

De eerste twee alinea's zijn tekstueel artikel 11 van de wet van 1 juli 1956.

De strekking van het eerste lid heeft aanleiding gegeven tot controversen, waarin het Hof van cassatie verschillende arresten heeft gewezen, onder meer op 18 januari 1962 (Pas. 1962-I-578) en op 16 februari 1962 (Pas. 1962-I-691).

Die beslissingen maken een onderscheid tussen nietige en niet bestaande verzekeringscontracten.

De Regering heeft niet gemeend aan die controversen een oplossing te moeten geven, aangezien zij de huidige tekst van dat artikel ongewijzigd behoudt. Voor het overige is het eerste lid te algemeen geredigeerd want artikel 13, § 1, staat in sommige gevallen toe, de nietigheid van het verzekeringscontract in te roepen.

Artikel 12.

Dit artikel regelt op veel nauwkeuriger wijze dan de huidige wet de gevolgen van de eigendomsovergang van het verzekerde motorrijtuig.

Het ontwerp huldigt het beginsel dat de bepaling van het verzekeringscontract, die zegt dat aan de verzekering van een voertuig een einde wordt gemaakt als dit op een ander overgaat, tegen de benadeelde derde kan worden ingeroepen. In twee gevallen wordt een uitzondering op die regel gemaakt :

.../...

1° wanneer het overgegane voertuig met dezelfde nummerplaat (bijvoorbeeld na het overlijden van de eigenaar) in het verkeer blijft ;

2° wanneer de nummerplaat van het overgegane voertuig voor het vervangingsvoertuig wordt gebruikt. In dit geval gaat de verzekering naar dit laatste over.

De verzekering volgt dus niet het voertuig maar de nummerplaat.

Het nieuwe artikel 17 bepaalt, dat de houder van een nummerplaat deze terug moet geven wanneer het verzekeringscontract een einde heeft genomen en er geen nieuw gesloten is.

Volgens de memorie van toelichting vinden beide in artikel 12 bedoelde uitzonderingen, geen toepassing :

a. wanneer het motorrijtuig dat de schade heeft veroorzaakt door een andere verzekering gedekt is (artikel 13, § 3, 1°);

b. wanneer het contract werd beëindigd na een regelmatige kennisgeving en de termijn van zestien dagen verstreken is (artikel 13, §§ 1 en 2).

Het nieuwe artikel 12 neemt het voorschrift van het huidige artikel 12 niet over, volgens hetwelk de verzekerde verplicht is, binnen acht dagen na de afstand van het voertuig, daarvan mededeling te doen aan de verzekeraar. De gevolgen in het geval dat de verzekerde geen mededeling doet van de eigendomsovergang van zijn motorrijtuig, zullen voortaan dus nergens meer stellig geregeld zijn.

In de memorie van toelichting wordt het vervallen van die eis niet verantwoord.

.../...

Artikel 13.

Eensdeels blijkt uit artikel 11 van het ontwerp, dat geen uit het verzekeringscontract voortvloeiende nietigheid door een verzekeraar tegen een benadeelde kan worden ingeroepen; anderdeels kan, krachtens artikel 13, § 1, van het ontwerp de nietigverklaring van een contract tegen de benadeelde worden ingeroepen, op voorwaarde dat van die nietigverklaring door de verzekeraar kennis wordt gegeven aan een overheidsorgaan of aan een door de Koning aangewezen persoon.

Moet hieruit worden afgeleid, dat het de verzekeraar onmogelijk zal zijn de nietigverklaring van een contract tegen de benadeelde in te roepen, zolang de Koning dit "overheidsorgaan"niet heeft aangewezen ? Reeds in verband met de wet van 1956 deed die vraag zich voor. Een tijdelijke bepaling in de wet zou dat punt al kunnen regelen, tenzij tegen de datum van inwerkingtreding van deze wet een koninklijk besluit houdende aanwijzing van het overheidsorgaan tot stand komt.

Artikel 14.

Het ontwerp brengt een aantal wijzigingen aan in het huidige artikel 14.

I. De vrijstelling van verzekering bij een toegelaten maatschappij wordt uitgebreid tot motorrijtuigen die zijn ingeschreven op naam van de in dit artikel genoemde overheidspersonen.

.../...

II. De tekst bepaalt uitdrukkelijk dat de overheidspersoon, bij ontstentenis van een verzekering, zelf de burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekt, waartoe het voertuig aanleiding kan geven. In dat geval is de overheidspersoon alleen gehouden tot het minimum van de door de wet opgelegde verplichtingen.

Ter wille van de overeenstemming van de Franse en de Nederlandse tekst schrappe men in de Franse de komma na "applicables".

III. Het nieuwe artikel 14, derde lid, bepaalt : "Ongeacht hun eigen burgerrechtelijke aansprakelijkheid zijn zij (de Staat, enz...), ten opzichte van de benadeelde, met een verzekeraar gelijkgesteld".

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Wanneer zij niet verplicht zijn de schade te vergoeden, wegens hun eigen burgerrechtelijke aansprakelijkheid, zijn zij jegens benadeelden gehouden onder dezelfde voorwaarden als de verzekeraar. Zij kunnen in ieder geval in de zaak betrokken worden voor het strafgerecht waarbij de burgerlijke rechtsvordering tegen degene die de schade heeft veroorzaakt, aanhangig is".

Artikel 15.

Dit artikel bedoelt de Staatscontrole op de verzekeringsondernemingen, op het Gemeenschappelijk Waarborgfonds en op het Bureau der autoverzekeraars te versterken.

.../...

Paragraaf 2.

Volgens § 2, derde lid, zijn de als zekerheid neergelegde goederen en de roerende goederen welke zijn begrepen in de waarborgen, bij bijzonder voorrecht bestemd voor de betaling van de schadeloosstelling die aan de benadeelden verschuldigd is. De memorie van toelichting zegt, dat dit bijzonder voorrecht moet worden beschouwd als aan benadeelden een uitsluitend recht op de bezwaarde roerende goederen te verlenen "als gevolg van een werkelijke afscheiding van boedels".

Uit deze toelichting blijkt dat de term "voorrecht" niet past.

De tekst van § 2, eerste tot derde lid, van het ontwerp zou kunnen worden gelezen zoals aan het slot van dit advies is voorgesteld.

Volgens het vierde lid van § 2 van het ontwerp, wordt de inschrijving van de wettelijke hypotheek gevorderd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort of door zijn gemachtigde, "tot het bedrag van de reserves die het goed dekt".

Inschrijving van een hypotheek veronderstelt, dat er een schuldeiser is. In het onderhavige geval zal de Staat optreden als vertegenwoordiger van de anonieme massa van eventuele schuldeisers.

Een soortgelijke toestand heeft zich al voorgedaan toen het vraagstuk van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van het Studiecentrum voor kernenergie werd geregeld. De wet van 27 juli 1962 bepaalt uitdrukkelijk in artikel 7, tweede lid : "Bij het sluiten der zekerheidsovereenkomsten, waarbij de schuldeiser partij moet zijn, vertegenwoordigt de Staat de gebeurlijke getroffenen".

.../...

Hetzelfde vierde lid stelt, dat de Minister de inschrijving van de wettelijke hypotheek vordert, zoals bepaald in de artikelen 82 tot 87 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening der wet over de hypotheken.

De verwijzing naar de artikelen 82 tot 87 van de hypotheekwet is te algemeen. De tekst zou nauwkeurig moeten opgeven welke formaliteiten moeten worden vervuld met het oog op de inschrijving van de hypotheek.

Het vijfde lid van § 2 bepaalt : "Bij vereffening van de verrichtingen van een verzekeraar kan geen vordering tot teruggave van de roerende waarde tot dekking van de reserves worden gedaan zolang aan de verplichtingen van de verzekeraar inzake schadeloosstelling van benadeelden niet ten volle is voldaan".

Op grond van artikel 2279 van het Burgerlijk Wetboek zijn de benadeelden gerechtigd te menen dat, behalve in geval van diefstal, de roerende waarden die deel uitmaken van de zekerheid, eigendom zijn van de verzekeraar. Het vijfde lid van § 2 lijkt een toepassing van die regel te zijn.

Paragraaf 4.

Deze bepaling verbiedt de verzekeraars, behoudens bijzondere machtiging van de Minister, te beschikken over enig goed dat bestemd is voor de zekerheidstelling of voor de dekking van de reserves, dan wel aan dat goed veranderingen aan te brengen die de waarde ervan verminderen.

Het is niet duidelijk hoe een verzekeraar in staat zou zijn te beschikken over een goed dat bestemd is voor zekerheidstelling. Krachtens artikel 1 van het koninklijk

.../...

besluit van 18 maart 1935 moet de "borgtocht" worden neergelegd in de Deposito- en Consignatiekas. Volgens artikel 11, eerste lid, van dat besluit gelast de Kas alleen restitutie van de geconsigneerde sommen of waarden als de bij desbetreffende wetten en reglementen vereiste bescheiden haar werden verstrekt en zij de geldigheid ervan heeft erkend.

De woorden "... of voor de dekking van de reserves, bedoeld in § 2 ..." zijn te vervangen door de woorden "... of voor de vestiging van de in § 2 bedoelde waarborgen ...".

Paragraaf 5.-

Deze paragraaf bedoelt de beheerders of zaakvoerders van de verzekeringsmaatschappijen en de gevolmachtigden in België van buitenlandse maatschappijen jegens de benadeelden hoofdelijk aansprakelijk te stellen voor iedere schade die voortvloeit uit niet-nakoming van verplichtingen welke deze wet en haar uitvoeringsbesluiten de verzekeraars opleggen.

Volgens de memorie van toelichting "leek een strafsanctie niet voldoende te zijn om het doel te bereiken dat door de wetgever wordt nagestreefd, te weten de bescherming van de benadeelden".

Om iedere dubbelzinnigheid waartoe het gebruik van het woord "overtredingen" aanleiding zou kunnen geven, te voorkomen, leze men het tweede lid liever als volgt :

"Met betrekking tot schendingen waarbij zij niet betrokken waren, zijn zij van die hoofdelijke aansprakelijkheid alleen dan ontslagen ...".

.../...

Paragraaf 6.

Deze bepaling zegt : "De Koning laat, onder de voorwaarden die hij bepaalt, een Gemeenschappelijk Waarborgfonds toe of richt er zo nodig een op".

De wet van 1 juli 1956 kent alleen de "toelating".

Mocht de Regering oordelen dat zijzelf het Fonds moet oprichten, dan zou dat Fonds geen van die van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid hebben, tenzij de wet het uitdrukkelijk bepaalt. In dat geval zou de wetgever ook de organisatie en de werking van de nieuwe instelling moeten bepalen.

De tekst van § 6 zou in ieder geval moeten worden herwerkt, ten einde een verschillende regeling vast te stellen voor het geval dat het Fonds wordt toegelaten en voor het geval dat de Staat het opricht.

Paragraaf 7.

Het ontwerp zegt niet volkomen duidelijk hoe de benadeelde partij van dat bureau zal kunnen verkrijgen dat het haar voor de geleden schade vergoedt.

Artikel 21 van de hierna voorgestelde tekst zou eventueel met dat doel dienen te worden aangevuld.

Paragraaf 8.

Krachtens het tweede lid van deze paragraaf kan de Koning, "ingeval de toelating van een verzekeraar eindigt of wordt ingetrokken", de inventaris van de goederen die volgens § 2 de zekerheden moeten vormen, aanvullen.

.../...

Uit het eerste lid blijkt dat de Koning, wanneer hij die maatregel neemt, de rechten van de overige schuldeisers in acht moet nemen.

. Als de Koning gebruik maakt van het recht goederen te kiezen uit de activa van de onderneming om de zekerheden aan te vullen, zal dit noodzakelijk leiden tot vermindering van de gemeenschappelijke waarborg voor de overige schuldeisers (cfr. artikel 8 van de hypotheekwet van 16 december 1851).

Er is dus tegenspraak tussen het eerste en het tweede lid van de paragraaf.

In het tweede lid moeten de woorden "bijzonder voorrecht" worden vervangen door "uitsluitend recht".

Paragraaf 10.

Terwijl overal elders in het ontwerp sprake is van de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort, verklaart § 10 de Minister van Economische Zaken bevoegd tot het opleggen van dwangsommen.

In dit opzicht zou in het ontwerp eenheid moeten worden gebracht.

Paragraaf 11.

De laatste vijf woorden van deze paragraaf zouden een afzonderlijke zin moeten vormen : "Hij omschrijft de opdracht van die commissie".

.../...

Artikel 16.

Artikel 16 handelt over de bijdrage van het Waarborgfonds.

Opdat het Fonds kan bijdragen, is het nodig dat geen verhaal kan worden genomen op een verzekeraar.

Artikel 16 van de wet van 1 juli 1956 noemt twee gevallen :

1° gemis van identificatie van het rijtuig;

2° gemis van verzekering overeenkomstig de bepalingen van de wet.

Het koninklijk besluit van 5 januari 1957 gaat logischer te werk ; het noemt drie gevallen, met name de twee gevallen bedoeld in artikel 16 van de wet en het geval dat de bestuurder of de houder van het motorrijtuig dat het ongeval heeft veroorzaakt zich door diefstal of geweldpleging daarvan heeft meester gemaakt.

Paragraaf 1.

Uit het 4° volgt, dat het Gemeenschappelijk Waarborgfonds in de regeling van een schadegeval alleen bijdraagt wanneer een in gebreke blijvende verzekeraar van de toelating heeft afgezien of deze hem onttrokken is. De benadeelde partij zal dus door het Gemeenschappelijk Fonds niet worden vergoed indien de toelating van de in gebreke gebleven verzekeraar niet is ingetrokken. Naar de gemachtigden hebben verklaard, bedoelt de Regering echter de intrekking van de erkenning als maatstaf te nemen voor de insolvabiliteit van de verzekeraars : ieder verzekeraar wiens toelating is ingetrokken, zou worden geacht insolvabel te zijn.

.../...

In de huidige redactie van de tekst komt die bedoeling niet tot uitdrukking.

Het tweede lid van § 1 bepaalt, dat de Koning de omvang en de voorwaarden voor toekenning van het recht op vergoeding door het Gemeenschappelijk Waarborgfonds vaststelt. Zulk een bepaling staat al in de wet van 1 juli 1956. Toepassing daarvan is gemaakt in artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 januari 1957.

De memorie van toelichting zegt niet waarom de eventuele uitbreiding van de verplichtingen van het Fonds inzake vergoeding van stoffelijke schade de onder 1° en 3° van het eerste lid bepaalde gevallen uitsluit, terwijl de toestand van de benadeelde dezelfde lijkt in de vier gevallen die in dit lid zijn bedoeld.

Paragraaf 3.

1. In de Franse tekst van het tweede lid van deze paragraaf vervange men de woorden "dans les instances intentées contre ..." door "dans les instances dirigées contre".

2. Het vierde lid van § 3 kan in verband worden gebracht met artikel 9, § 2, van het ontwerp. Het zinsdeel "het strafgerecht kan geen uitspraak doen over de rechten die de verzekeraar tegen de verzekerde of de verzekeringnemer kan doen gelden" is echter vervallen.

Bij datzelfde lid valt het volgende op te merken : ingeval het Fonds in de rechten van de benadeelde partij treedt, zou het ook het rechtstreeks verhaal kunnen uitoefenen dat deze bezit op de verzekeraar van de aansprakelijke. Zoals in artikel 9, § 2, van het ontwerp, zou nader

.../...

moeten worden bepaald dat het strafgerecht in dat geval geen uitspraak kan doen over rechten welke de verzekeraar tegen de verzekerde of de verzekeringnemer kan doen gelden.

3. Het vijfde lid bepaalt : "De medewerking van een pleitbezorger is facultatief. Het Fonds en de aansprakelijke persoon kunnen zich laten vertegenwoordigen onder dezelfde voorwaarden als de burgerrechtelijk aansprakelijke partij".

Men kan zich afvragen of de facultatieve medewerking van een pleitbezorger geldt voor alle, zo burgerlijke als strafrechtelijke rechtsplegingen. Artikel 9, waar die bepaling van uitgaat, voorziet in die mogelijkheid alleen voor de rechtspleging vóór de strafrechter.

Naar aanleiding van artikel 9 is opgemerkt, dat deze bepaling geen nut meer heeft sedert de wet van 16 februari 1961 krachtens welke de advocaten die houder zijn van de stukken, de burgerlijke partijen en de burgerlijk aansprakelijke partijen voor de strafgerechten mogen vertegenwoordigen.

Bedoelt de Regering het zo, dat artikel 16, § 3, vijfde lid, eerste volzin, alleen toepassing vindt op de rechtspleging in strafzaken, dan moet dat gedeelte vervallen.

Artikel 17.

Sommige bepalingen betreffende de inschrijving van motorrijtuigen, die thans voorkomen in het koninklijk besluit van 31 december 1953 "houdende regeling nopens de inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht", zijn

.../...

in het ontwerp overgenomen en scherper gesteld. Hieruit volgt dat die verordeningsbepalingen, als het ontwerp eenmaal is goedgekeurd, door wetsbepalingen zullen worden vervangen. De aangelegenheid zal dus in de toekomst niet meer door de verordenende overheid worden geregeld.

Artikel 18.

Ten einde artikel 18, § 1, eerste lid, in overeenstemming te brengen met artikel 2, § 1, eerste lid, op overtreding waarvan het straf stelt, wijzige men de tekst zoals hierna zal worden voorgesteld.

Paragraaf 4.

Het ontwerp geeft de politieoverheden geen mogelijkheid tot opheffing van het beslag ingeval het bewijs wordt geleverd dat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid gedekt is.

Paragraaf 5.

Volgens de wet van 1 juli 1956 moet het openbaar ministerie aan de benadeelde partijen kennis geven, dat het hun vrijstaat hun rechten te doen gelden.

In het ontwerp staat geen bepaling die tot doel heeft de benadeelde partijen te doen waarschuwen, dat zij hun schuldvordering op de opbrengst van de verkoop kunnen doen gelden.

Paragraaf 7.

Deze bepaling lijkt overbodig voor het Gemeenschappelijk Waarborgfonds en het bureau, want de paragrafen 6 en 7 van artikel 15 leggen hun geen verplichtingen op, op welker niet-nakoming straf is gesteld.

.../...

Artikel 20.

Dit artikel stelt bijzondere regelen voor de verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid bij het organiseren van snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsritten of -wedstrijden.

Het ontwerp herhaalt de bepalingen van de wet van 1 juli 1956. Anders dan die wet staat het echter toe, van het voordeel van de speciale verzekering uit te sluiten de schade aan alle bestuurders of inzittenden van voertuigen die aan de rit of de wedstrijd deelnemen, alsook de schade aan die voertuigen.

De memorie van toelichting zegt, dat die uitsluiting kan slaan op allen die "in welke hoedanigheid ook" aan de rit of wedstrijd deelnemen. Op te merken valt echter dat, volgens de tekst, die uitsluiting alleen slaat op de "andere inzittenden van motorrijtuigen".

+

\+ +

Artikel 14ter.

Krachtens deze bepaling kan de Koning internationale verdragen sluiten in verband met het verkeer, in België, van motorrijtuigen die toebehoren aan vreemde Staten. Het ontwerp bepaalt welke bedingen die verdragen moeten inhouden.

Met deze bepaling lijkt de wetgever aan de Koning een "vervroegde goedkeuring" te geven. De praktijk kent deze vorm van goedkeuring van verdragen. De rechtsleer neemt in de regel aan, dat ten opzichte van artikel 68 van de

.../...

Grondwet alleen geldig zijn de vervroegde goedkeuringen, die worden verleend bij de stemming van interne wetten en op voorwaarde dat de stof waarop de aldus vervroegd goedgekeurde verdragen zullen kunnen slaan, voldoende nauwkeurig wordt aangegeven opdat het procédé niet kan worden beschouwd als een aan de Koning verleende blanco-volmacht. Die voorwaarden lijken in het onderhavige geval vervuld te zijn.

De in het eerste lid gebruikte formule is echter niet dienstig, want de Koning ontleent de bevoegdheid tot het sluiten van verdragen aan artikel 68 van de Grondwet. Om de bedoeling van de Regering weer te geven, stelle men de tekst als volgt : "Volkomen uitwerking zullen hebben, de verdragen die de Koning zal sluiten met het oog op ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 23.

Het gaat niet aan, dat het begin van de in dit artikel bedoelde overgangsperiode door de Koning wordt vastgesteld op een andere datum dan die waarop de wet in werking treedt. Het is dan ook voldoende de Koning te machtigen tot het bepalen van het einde van de overgangsperiode.

Bij het tweede lid is het volgende op te merken :

1° het koninklijk besluit nr 248 van 5 maart 1936, gewijzigd en aangevuld door de besluitwet van 14 februari 1946 en door de wet van 20 december 1957, is opgeheven door artikel 12, 1°, van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, die 1 januari 1961 in werking is getreden;

.../...

2° de besluitwet van 30 december 1946 is de besluitwet houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen; zij is gewijzigd door de wetten van 20 december 1957 en 26 april 1962;

3° de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar, is gewijzigd bij de wet van 20 december 1957.

In het derde lid vervange men de woorden "nieuwe bepalingen die uit deze wet voortvloeien of bij toepassing van deze wet worden vastgesteld" door de woorden "bepalingen tot uitvoering van deze wet".

Het ontwerp zegt niet welke bepalingen van de in het artikel genoemde wetten en besluitwetten door de toekomstige wet zullen worden opgeheven. Veiligheidshalve stelle men die opheffingen uitdrukkelijk vast.

Artikel 24.

Uit dit artikel blijkt dat de contracten, gesloten met maatschappijen die niet voorkomen op de lijst van de toelatingsaanvragen of op de lijst van de toelatingen, niet meer zullen worden geacht voor toepassing van artikel 23, eerste lid, in aanmerking te komen, en wel vanaf de dag waarop die lijsten in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

.../...

Het gevolg daarvan kan zijn dat particulieren of agenten, te goeder trouw, kort na de bekendmaking nog overeenkomsten sluiten met verzekeraars die niet op die lijsten staan.

Om iedere moeilijkheid te voorkomen, ware het verkieslijk de eerste volzin van elk lid van artikel 24 als volgt te stellen : "Na het verstrijken van de ... dag na de bekendmaking ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Artikel 26.

Uit artikel 16, § 1, 4°, van het ontwerp volgt dat, ingeval een verzekeraar die geen toelating gevraagd of verkregen heeft, insolvabel is, de benadeelden niet gerechtigd zijn een beroep te doen op het Gemeenschappelijk Waarborgfonds. In de hier bedoelde gevallen zijn de benadeelden dus klaarblijkelijk onvoldoende beschermd.

\+

\+ +

In de hierna voorgestelde tekst is met de in het advies gemaakte opmerkingen rekening gehouden; voorbehouden blijven echter de punten, waarin de Regering stelling zou moeten nemen. Afgezien van een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen is aan het ontwerp ook een nieuwe inkleding gegeven : voor de overzichtelijkheid wordt het in tien hoofdstukken ingedeeld.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVERZEKERING INZAKE MOTORRIJTUIGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Economische Zaken en Energie, van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken en Energie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Verkeerswezen, zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - INLEIDENDE BEPALINGEN.

artikel 1 van het ontwerp)

Artikel 1.-

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

Motorrijtuigen : rij- of voertuigen, bestemd om zich over de grond te bewegen en die door een mechanische kracht kunnen worden gedreven, zonder aan spoorstaven te zijn gebonden ; al wat aan het rij- of voertuig is gekoppeld, wordt als een deel daarvan aangemerkt.

.../...

Met motorrijtuigen worden gelijkgesteld, de door de Koning bepaalde aanhangwagens die speciaal gebouwd zijn om aan een motorrijtuig te worden gekoppeld met het oog op het vervoer van personen of zaken.

Rijwielen met hulpmotor : de aldus in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer genoemde motorrijtuigen.

Verzekerden : zij wier aansprakelijkheid overeenkomstig de bepalingen van deze wet is gedekt.

Benadeelden : zij die schade hebben geleden welke grond oplevert voor toepassing van deze wet, alsmede hun rechtverkrijgenden.

Verzekeraar : de verzekeringsonderneming, door de Koning toegelaten naar luid van artikel 2, § 1, en in het geval van § 2, het bureau belast met de afwikkeling van de schade, welke in België is veroorzaakt door motorrijtuigen, die gewoonlijk in het buitenland zijn gestald.

HOOFDSTUK II.- VERPLICHTE VERZEKERING.

rtikel 2
an het
ntwerp)

Artikel 2.-

§ 1. Van de openbare weg en van terreinen, die toegankelijk zijn voor het publiek of slechts voor een zeker aantal personen die het recht hebben om er te komen, mogen motorrijtuigen alleen gebruik maken indien de burgerrechtelijke aansprakelijkgeid waartoe zij aanleiding kunnen geven, gedekt is door een verzekeringscontract dat aan de bepalingen van deze wet voldoet en waarvan de uitwerking niet is geschorst.

.../...

De verplichting tot het sluiten van de verzekering rust op de eigenaar van het motorrijtuig. Indien een andere persoon de verzekering heeft aangegaan, is de verplichting van de eigenaar geschorst voor de duur van het door die ander gesloten contract.

De verzekering moet, door toedoen van een in België gevestigde zetel, worden gesloten bij een verzekeraar die tot dat doel door de Koning is toegelaten.

§ 2. Niettemin worden motorrijtuigen, die gewoonlijk in het buitenland zijn gestald, tot het verkeer in België toegelaten, mits een bureau, tot dat doel toegelaten door de Koning, zelf jegens de benadeelden de verplichting op zich neemt de schade, door die motorrijtuigen in België veroorzaakt, overeenkomstig de bepalingen van deze wet te vergoeden.

De Koning regelt de wijze waarop die motorrijtuigen in België toegelaten worden ; hij bepaalt onder welke voorwaarden het eerste lid van deze paragraaf wordt toegepast en welke rijtuigen voor de uitvoering van deze wet geacht worden gewoonlijk in het buitenland te zijn gestald. Hij kan voorschrijven dat een internationaal verzekeringsbewijs wordt geëist.

artikel 3 van het ntwerp).

Artikel 3.-

§ 1. De verzekering moet waarborgen, dat benadeelden schadeloos worden gesteld telkens wanneer de eigenaar, enige houder en enige bestuurder van het verzekerde motorrijtuig of enig vervoerd persoon burgerrechtelijk aansprakelijk is, met uitsluiting van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van hen die zich door diefstal of geweld-

.../...

pleging de macht over het motorrijtuig hebben verschaft en van hen die het zonder geldige reden gebruiken, wetende dat men zich op die wijze daarover de macht heeft verschaft.

De verzekering moet de schade omvatten, welke aan personen en aan goederen wordt veroorzaakt door in België voorgevallen feiten. Zij moet mede de schade omvatten veroorzaakt aan personen die, in welke hoedanigheid ook, worden vervoerd door het motorrijtuig dat de schade veroorzaakt ; de goederen die dat motorrijtuig vervoert, kunnen van de verzekering worden uitgesloten.

De verzekering moet de burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekken voor de schade die het motorrijtuig heeft veroorzaakt, zoals die aansprakelijkheid voortvloeit uit de toepasselijke wet.

De verzekering met betrekking tot een door artikel 1 met een motorrijtuig gelijkgestelde aanhangwagen moet alleen de schade dekken die door de niet gekoppelde aanhangwagen wordt veroorzaakt.

De dekking moet onbeperkt zijn.

Voor stoffelijke schade, veroorzaakt door brand of ontploffing, is de dekking, behoudens strijdig beding dat een hogere dekking waarborgt, echter beperkt tot het bedrag van tien miljoen frank per schadegeval.

.../...

§ 2. Dit artikel vindt geen toepassing op schade, te vergoeden overeenkomstig de wet van 27 juli 1962 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van het Studiecentrum voor kernenergie.

Voor lichamelijke en stoffelijke schade die niet door de wet van 27 juli 1962 gedekt is en voortvloeit uit de rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen van ontploffing, warmteontwikkeling, uitstraling, besmetting ontstaan door transmutatie van atomen of door radio-activiteit, dan wel uit de gevolgen van stralingen die door kunstmatige versnelling van kerndeeltjes worden teweeggebracht, wordt de dekking, behoudens strijdig beding dat een hogere dekking waarborgt, beperkt tot het bedrag van tien miljoen frank per schadegeval.

artikel 4
an het
ntwerp)

Artikel 4.-

§ 1. Het verzekeringscontract kan van schadeloosstelling uitsluiten :

1° de verzekeringnemer en de eigenaar van het motorrijtuig dat de schade heeft veroorzaakt ;

2° hij die op het tijdstip waarop de schade is veroorzaakt het motorrijtuig bestuurt, en iedere verzekerde die tot vergoeding van de schade kan worden aangesproken ;

3° de echtgenoot van de onder 1° en 2° genoemde personen ;

.../...

4° de bloed- en aanverwanten in de rechte lijn van de hierboven opgesomde personen, mits zij bij hen inwonen en door hen worden onderhouden ;

5° zij die in aanmerking komen voor de bijzondere wetten inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen, behalve voor zover zij tegen de verzekerde een op burgerrechtelijke aansprakelijkheid berustende vordering behouden.

Wanneer echter de schade veroorzaakt is terwijl het motorrijtuig gebruikt wordt voor een openbare of speciale dienst van gemeenschappelijk vervoer van personen, mogen de onder 3° en 4° bedoelde personen alleen dan worden uitgesloten, als zij aan het bedrijf deelnemen door op dat tijdstip in het voertuig een dienst uit te voeren.

§ 2. Van de verzekering kan worden uitgesloten de schade, die voortvloeit uit het deelnemen van het motorrijtuig aan snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsritten of -wedstrijden, waartoe van overheidswege verlof is verleend.

rtikel 5 n de wet juli 1956)

Artikel 5.-

Indien het contract een beding inhoudt dat de verzekerde persoonlijk voor een deel in de vergoeding van de schade zal bijdragen, blijft de verzekeraar niettemin jegens de benadeelde gehouden tot betaling van de schadeloosstelling die krachtens het contract ten laste van de verzekerde blijft.

.../...

artikel 7 van het ntwerp)

Artikel 6.-

§ 1. Geen nummerplaat voor een motorrijtuig dat geen rijwiel met hulpmotor is, mag worden afgegeven dan tegen overlegging van een bewijs van een toegelaten verzekeraar betreffende het bestaan van een lopend verzekeringscontract dat aan de eisen van deze wet voldoet.

Wanneer het verzekeringscontract is geëindigd en er geen nieuw is gesloten, is de houder van de nummerplaat verplicht, deze aan de door de Koning aangewezen overheid terug te geven, in de gevallen en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt.

Geen provinciale plaat voor een rijwiel met hulpmotor mag worden afgegeven dan tegen overlegging van een bewijs van een toegelaten verzekeraar betreffende het bestaan van een lopend verzekeringscontract dat aan de eisen van deze wet voldoet en de verzoeker dekking geeft tot de 31e december van het jaar dat op de nummerplaat voorkomt.

§ 2. Geen motorrijtuig mag van de openbare weg of van een terrein dat voor het publiek toegankelijk is gebruik maken indien niet aan de hiernavolgende voorschriften is voldaan :

1° als het motorrijtuig gewoonlijk in België is gestald en aldaar aan inschrijving is onderworpen, moet het voorzien zijn van de nummerplaat die overeenstemt met de vermeldingen in het inschrijvingsboekje of -bewijs.

.../...

Bovendien moet de bestuurder in het bezit zijn van een document, waarvan de Koning de aard bepaalt en dat de identificatie van de verzekeraar vergemakkelijkt;

2° als het motorrijtuig een rijwiel met hulpmotor is dat gewoonlijk in België is gestald, moet het voorzien zijn van de provinciale plaat waarop het jaartal van het lopende of van het daaropvolgende jaar voorkomt ;

3° als het motorrijtuig gewoonlijk in het buitenland is gestald, moet de bestuurder, aan de hand van de door de Koning bepaalde bewijsmiddelen, kunnen aantonen dat het motorrijtuig krachtens artikel 2, § 2, van deze wet tot het verkeer in België is toegelaten.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing wanneer krachtens de artikelen 9, 18 of 50, het motorrijtuig tot het verkeer in België is toegelaten zonder dat de aansprakelijkheid waartoe het aanleiding kan geven, overeenkomstig het bepaalde in artikel 2 door een verzekering is gedekt.

artikel 20 an het ontwerp)

Artikel 7.-

Geen snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsrit of -wedstrijd voor motorrijtuigen mag worden georganiseerd dan met het verlof van een door de Koning aan te wijzen overheid, die moet vaststellen of de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de inrichters en van de in artikel 3, § 1, bedoelde personen gedekt is door een bijzondere verzekering die aan de bepalingen van deze wet voldoet.

.../...

Dit verlof houdt geen vrijstelling in van enig verder verlof dat krachtens andere wetten en verordeningen moet worden verkregen.

Alleen voor snelheidsritten en -wedstrijden kunnen de schade aan bestuurders en andere inzittenden van de eraan deelnemende motorrijtuigen en de schade aan die motorrijtuigen zelf van de bijzondere verzekering worden uitgesloten.

artikel 8 an de wet an 1 juli 956)

Artikel 8.-

De verzekerden moeten van ieder schadegeval, waarvan zij kennis dragen, mededeling doen aan de verzekeraar. De verzekeringnemer moet aan de verzekeraar alle door het verzekeringscontract voorgeschreven inlichtingen en bescheiden verschaffen. De overige verzekerden moeten aan de verzekeraar op zijn verzoek alle nodige inlichtingen en bescheiden verschaffen.

HOOFDSTUK III.- RIJTUIGEN TOEBEHOREND AAN DE STAAT OF AAN BEPAALDE OPENBARE INSTELLINGEN.

rtikel 14 an het ont- erp)

Artikel 9.-

§ 1. De Staat, de Regie van telegrafie en telefonie, de Regie der luchtwegen, de Regie der Rijkskoel- en -vriesdiensten, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen hoeven geen verzekering aan te gaan voor motorrijtuigen die hun toebehoren of op hun naam zijn ingeschreven.

.../...

Als er geen verzekering is, dekken zij zelf, overeenkomstig deze wet, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het motorrijtuig aanleiding kan geven ; daarbij zijn de in de artikelen 3 en 4 bedoelde uitsluitingen en beperkingen van toepassing, indien de Koning er niet anders over beschikt.

Wanneer zij niet verplicht zijn de schade te vergoeden wegens hun eigen burgerrechtelijke aansprakelijkheid, zijn zij jegens de benadeelden gehouden onder dezelfde voorwaarden als de verzekeraar. Zij kunnen in ieder geval in de zaak betrokken worden voor het strafgerecht waarbij de burgerlijke rechtsvordering tegen degene die de schade heeft veroorzaakt, aanhangig is.

Zij hebben jegens de benadeelde de verplichtingen, die artikel 20 aan het Waarborgfonds oplegt, als de bestuurder of de houder van het motorrijtuig zich door diefstal of geweldpleging daarover de macht heeft verschaft, dan wel het motorrijtuig zonder geldige reden gebruikt, wetende dat men zich op die wijze daarover de macht heeft verschaft.

§ 2. De Koning kan de instellingen van openbaar nut voor gemeenschappelijk vervoer die hij aanwijst, machtigen om de voor de Staat geldende regeling te genieten.

Hij bepaalt de voorwaarden waaronder die machtiging wordt verleend en ingetrokken, alsook de controlemaatregelen die nodig zijn.

.../...

Aan de machtiging kan onder meer de eis worden verbonden, dat een zekerheid wordt gesteld bij de Deposito- en Consignatiekas.

HOOFDSTUK IV.- VORDERING VAN DE BENADEELDE TEGENOVER DE VERZEKERAAR.

Afdeling 1. - Bepalingen betreffende het instellen en het vervolgen van de vordering.

(artikel 6 van de wet van 1 juli 1956)

Artikel 10.-

De verzekering geeft aan de benadeelde een eigen recht tegen de verzekeraar.

Indien er meer dan één benadeelde is en het totaal bedrag van de verschuldigde schadeloosstellingen de verzekerde som overschrijdt, worden de rechten van de benadeelden tegen de verzekeraar naar evenredigheid verminderd tot dat bedrag. Niettemin blijft de verzekeraar die, onbekend met het bestaan van vorderingen van andere benadeelden, te goeder trouw aan een benadeelde een groter bedrag dan het aan deze toekomende deel heeft uitgekeerd, jegens die anderen slechts gehouden tot het beloop van het overblijvende gedeelte van de verzekerde som.

.../...

(artikel 7 van de wet van 1 juli 1956)

Artikel 11.-

Voor de toepassing van deze wet kan de verzekeraar door de benadeelde in België worden gedagvaard, hetzij voor de rechter van de plaats van het feit waaruit de schade is ontstaan, hetzij voor de rechter van de woonplaats van de benadeelde, hetzij voor de rechter van de zetel van de verzekeraar.

(artikel 9 van het ontwerp)

Artikel 12.-

§ 1. Een vonnis, gewezen in een geschil ter zake van door een motorrijtuig veroorzaakte schade, kan tegen de verzekeraar, tegen de verzekerde of tegen de benadeelde slechts worden ingeroepen, indien zij in het gedingpartij zijn geweest of daarin zijn geroepen.

Niettemin kan het vonnis dat is gewezen in een geschil tussen de benadeelde en de verzekerde, worden ingeroepen tegen de verzekeraar, indien vaststaat, dat deze laatste in feite de leiding van het geding op zich heeft genomen.

De verzekeraar kan de verzekerde roepen in het geding, dat door de benadeelde tegen hem wordt ingesteld.

§ 2. Wanneer de burgerlijke vordering tot vergoeding van de door een motorrijtuig veroorzaakte schade tegen de verzekerde voor het strafgerecht wordt ingesteld, kan de verzekeraar door de benadeelde partij of door de verzekerde in het geding worden geroepen en kan hij ook

.../...

vrijwillig tussenkomen, onder dezelfde voorwaarden als ware de vordering voor het burgerlijk gerecht gebracht ; het strafgerecht kan geen uitspraak doen over de rechten die de verzekeraar tegen de verzekerde of de verzekeringnemer kan doen gelden.

Als de verzekerde niet de verzekeringnemer is, kan deze in het geding geroepen worden of vrijwillig tussenkomen.

De verzekeraar en de verzekeringnemer kunnen zich laten vertegenwoordigen onder dezelfde voorwaarden als de burgerrechtelijk aansprakelijke partij.

(artikel 10 van het ontwerp)

Artikel 13.-

§ 1. Iedere rechtsvordering van de benadeelde tegen de verzekeraar, die uit deze wet voortvloeit, verjaart door verloop van drie jaar te rekenen van het feit waaruit de schade is ontstaan, of, indien er misdrijf is, te rekenen van de dag waarop dit werd gepleegd.

De verjaring wordt gestuit door iedere onderhandeling tussen de verzekeraar en de benadeelde. Een nieuwe termijn van drie jaar begint te lopen vanaf het tijdstip waarop één van de partijen bij deurwaardersexploot aan de andere partij kennis heeft gegeven dat zij de onderhandelingen afbreekt ; indien de kennisgeving bij aangetekende brief geschiedt, begint de nieuwe termijn te lopen op de dag na die waarop de brief ter post is afgegeven.

.../...

§ 2. Stuiting of schorsing van de verjaring van de rechtsvordering van de benadeelde tegen een verzekerde heeft stuiting of schorsing van zijn rechtsvordering tegen de verzekeraar tot gevolg. Stuiting of schorsing van de verjaring van de rechtsvordering van de benadeelde tegen de verzekeraar heeft stuiting of schorsing van zijn rechtsvordering tegen de verzekerden tot gevolg.

§ 3. Indien, in een geding tegen de verzekeraar, de eindbeslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, voorbehoud voor later in aanmerking neemt, is de eis om over het voorwerp daarvan te beslissen ontvankelijk gedurende dertig jaar na de uitspraak.

(artikel 11 van het ontwerp)

Artikel 14.-

Geen uit de wet of het verzekeringscontract voortvloeiende nietigheid, exceptie of verval kan door een verzekeraar tegen een benadeelde worden ingeroepen.

Een verzekeraar kan zich een recht van verhaal voorbehouden tegen de verzekeringnemer en, indien daartoe grond bestaat, tegen een verzekerde die niet de verzekeringnemer is, voor zover de verzekeraar volgens de wet of het verzekeringscontract gerechtigd mocht zijn de uitkering te weigeren of te verminderen.

Ieder verzekeringscontract met het oog op de uitvoering van deze wet gesloten, wordt, ten opzichte van de benadeelde, van rechtswege geacht elk risico te dekken dat verplicht verzekerd moet zijn.

.../...

Afdeling II. Voorwaarden waaronder gebeurtenissen of clausules die het verzekeringscontract beëindigen of schorsen, dan wel de daaraan verbonden dekking schorsen, tegen benadeelden kunnen worden ingeroepen.

(artikel 12 van het ontwerp)

Artikel 15.-

In geval van overgang van de eigendom van het motorrijtuig kunnen de bedingen van het verzekeringscontract die ertoe strekken uit kracht van de overgang een einde te maken aan de verzekering betreffende dit motorrijtuig, tegen de benadeelde worden ingeroepen, zonder dat arikel 16 hoeft te worden toegepast.

Niettemin blijft de verzekeraar van het motorrijtuig waarvan de eigendom is overgegaan, behoudens wat in artikel 16 is bepaald, jegens de benadeelde aansprakelijk, wanneer de schade veroorzaakt is door :

1° het motorrijtuig waarvan de eigendom is overgegaan, als het, zelfs op ongeoorloofde wijze, aan het verkeer deelneemt onder de nummerplaat die het vóór de overgang droeg ;

2° het motorrijtuig, gebruikt in vervanging van dat waarvan de eigendom is overgegaan, als het, zelfs op ongeoorloofde wijze, aan het verkeer deelneemt onder de nummerplaat die dit laatste vóór de overgang droeg.

.../...

(artikel 13 van het ontwerp)

Artikel 16.-

§ 1. Om tegen de benadeelde te kunnen worden ingeroepen, moet van het eindigen, de nietigverklaring of de ontbinding van het contract door de verzekeraar kennis worden gegeven aan de overheid of de persoon door de Koning aangewezen ;de Koning bepaalt op welke wijze de kennisgeving moet worden gedaan, vanaf welk tijdstip zij kan worden gedaan en wanneer de in § 2 bedoelde termijn ingaat.

§ 2. De verplichtingen van de verzekeraar jegens de benadeelde blijven bestaan voor schadegevallen die plaatsvinden binnen zestien dagen na de kennisgeving bedoeld in § 1 ; deze termijn kan niet ingaan vóór de dag na die waarop het contract eindigt.

§ 3. Deze verplichtingen eindigen echter van rechtswege, zonder kennisgeving, voor zover het schadegevallen betreft die plaatsvinden :

1° na het van kracht worden van een nieuwe verzekering die hetzelfde risico dekt ;

2° na verloop van een termijn van zestien dagen volgende op de vervaltijd bepaald door een verzekeringscontract dat overeenkomstig artikel 2, § 1, is gesloten, tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe een motorrijtuig dat gewoonlijk in het buitenland is gestald, aanleiding geeft ;

.../...

3° na verloop van een termijn van zestien dagen volgende op de tijd waarvoor een internationaal verzekeringsbewijs is afgegeven, wanneer de verplichting die het Bureau overeenkomstig artikel 2, § 2, op zich neemt, van het bestaan van dit bewijs afhankelijk is gesteld.

§ 4. De schorsing van het contract of van de dekking kan niet tegen de benadeelde worden ingeroepen, tenzij een ander verzekeraar jegens hem gehouden is.

(artikel 13bis van het ontwerp)

Artikel 17.-

De artikelen 15 en 16 zijn niet van toepassing op rijwielen met hulpmotor.

Deze zijn aan de hiernavolgende bepalingen onderworpen :

1. Alleen reeds door het afgeven van het in artikel 6, § 1, bedoelde bewijs dekt de verzekeraar jegens de benadeelde de schade veroorzaakt vóór het einde van het jaar dat voorkomt op de provinciale plaat, door ieder rijwiel met hulpmotor dat voorzien is van deze plaat met toestemming van de houder ervan.

De verzekeraar kan echter alleen tot meer dan het bepaalde in het verzekeringscontract gehouden zijn bij het ontbreken van een andere verzekering in overeenstemming met deze wet, die werkelijk de schade dekt.

.../...

2. Voor verzekeringscontracten die overeenkomstig artikel 2, § 1, zijn gesloten, tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe rijwielen met hulpmotor die gewoonlijk in het buitenland zijn gestald aanleiding geven, dekken de verplichtingen van de verzekeraar, jegens de benadeelde, de schade die het in het contract beschreven rijwiel met hulpmotor heeft veroorzaakt binnen zestien dagen na de looptijd die in het contract is gesteld.

artikel 4bis van et ontwerp)

Artikel 18.-

Wanneer een motorrijtuig het voorwerp wordt van een maatregel van burgerlijke of militaire opeising in eigendom of in huur, kunnen, in afwijking van de artikelen 15 en 16, de bedingen van het verzekeringscontract die bepalen dat door de enkele opeising de verzekering eindigt of wordt geschorst, van rechtswege tegen de benadeelde worden ingeroepen, zodra de overheid van wie de opeisingsmaatregel uitgaat, het motorrijtuig werkelijk voor zijn rekening heeft genomen.

Alleen reeds doordat de publiekrechtelijke persoon in wiens naam de opsising is gedaan, het motorrijtuig voor zijn rekening neemt, dekt hij zelf, in dezelfde mate als bepaald in artikel 9, § 1, de aansprakelijkheid waartoe het opgeëiste motorrijtuig aanleiding kan geven.

.../...

HOOFDSTUK V.- GEMEENSCHAPPELIJK AARBORGFONDS.

Artikel 19.-

(artikel 15, § 6, eerste en tweede lid van het ontwerp)

§ 1. De Koning laat, onder de voorwaarden die hij bepaalt, een Gemeenschappelijk Warborgfonds toe, dat tot opdracht heeft benadeelden in de gevallen als bedoeld in artikel 20, § 1, schadeloos te stellen (1). Hij keurt de statuten van dit Fonds goed, regelt het toezicht op zijn werking en bepaalt welke akten in het Belgisch Staatsblad bekend moeten worden gemaakt.

(artikel 15, § 9, tweede lid, eerste volzin, van het ontwerp)

Hij trekt de toelating in indien het Fonds niet handelt overeenkomstig de wet, de verordeningen of zijn statuten.

§ 2. De verzekeraars zijn er hoofdelijk toe gehouden aan dat Gemeenschappelijk Waarborgfonds de stortingen te doen die voor het vervullen van zijn opdracht en voor zijn werkingskosten nodig zijn.

(artikel 15, § 8, eerste, derde (partim) en vierde lid van het ontwerp)

§ 3. Ingeval de toelating van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds eindigt of wordt ingetrokken, kan de Koning alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de benadeelden, onverminderd de rechten van andere schuldeisers.

.../...

---

(1) Voor het geval dat de Staat zelf een Gemeenschappelijk Waarborgfonds instelt, zou een afzonderlijke regeling nodig zijn (zie opmerking bij artikel 15, § 6, van de Regeringstekst).

De Koning benoemt een speciale vereffenaar, die belast is met de vereffening van het Fonds met betrekking tot de rechten en verplichtingen die uit deze wet voortvloeien.

Zolang de vereffening duurt, blijft § 2 toepasselijk.

(artikel 16 van het ontwerp)

Artikel 20.-

§ 1. De benadeelde aan wie door een motorrijtuig lichamelijke schade is veroorzaakt, kan van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds de vergoeding van die schade bekomen :

1° wanneer de identiteit van het motorrijtuig dat het ongeval heeft veroorzaakt, niet is vastgesteld; in dit geval wordt het Fonds in de plaats van de aansprakelijke persoon gesteld ;

2° wanneer, doordat de verplichting tot verzekering niet is nagekomen, geen toegelaten verzekeraar door de wet tot bedoelde vergoeding is verplicht ;

3° wanneer, in geval van diefstal of geweldpleging, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het motorrijtuig aanleiding kan geven, ingevolge de in artikel 3, § 1, eerste lid, gestelde uitsluiting niet is verzekerd;

4° wanneer de toegelaten verzekeraar, die de schadeloosstelling verschuldigd is, zijn verplichtingen niet nakomt, terwijl hij van de toelating heeft afgezien of terwijl op hem de in artikel 23, § 1, bedoelde maatregel van intrekking is toegepast.

.../...

De omvang en de voorwaarden tot toekenning van dit recht op vergoeding worden door de Koning vastgesteld.

In de gevallen bedoeld onder 2° en 4° kan de Koning de verplichtingen van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds binnen de speciale grenzen die hij bepaalt, uitbreiden tot de vergoeding van stoffelijke schade.

§ 2. In de gevallen bepaald in § 1, wordt het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, in de mate waarin het de schade heeft vergoed, gesteld in de rechten van de benadeelde tegen de aansprakelijke personen en, eventueel, tegen hun verzekeraars.

(artikel 18, § 6, eerste volzin, van het ontwerp)

Wanneer overeenkomstig artikel 32, tweede lid, een borgtocht gesteld of een zekerheid gestort is, treedt het Gemeenschappelijk Waarborgfonds ten anzien van de borg of de zekerheid in de rechten van de benadeelden aan wie de door het motorrijtuig veroorzaakte schade heeft vergoed. Hetzelfde geldt voor de opbrengst van de verkoop van het motorrijtuig, die krachtens artikel 35 is besteed aan de herstelling van de schade.

artikel 16, 2, tweede id, en artikel 18, § 6, weede volzin an het ontwerp)

De indeplaatsstelling mag geen afbreuk doen aan de rechten die benadeelden persoonlijk kunnen doen gelden wegens schuldvorderingen inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid als bedoeld in deze wet, die met het Fonds gelijkelijk opkomen. Deze benadeelden, maar niet zij die in hun plaats zouden zijn gesteld, oefenen hun rechten uit bij voorkeur boven het Fonds.

.../...

§ 3. Een vonnis, gewezen in een geschil ter zake van door een motorrijtuig veroorzaakte schade, kan tegen het Fonds, tegen de aansprakelijke persoon of tegen de benadeelde slechts worden ingeroepen, indien zij in het geding partij zijn geweest of zijn geroepen. Nochtans, in het geval bedoeld onder § 1, 4°, kan het vonnis tegen het Fonds worden ingeroepen zelfs wanneer het in het geding noch partij is geweest, noch daarin werd geroepen.

Wanneer een verzekeraar van de toelating heeft afgezien of wanneer zijn toelating is ingetrokken, kan het Fonds in elke stand van het geding tussenkomen in gedingen tegen die verzekeraar of tegen zijn verzekerden.

Het Fonds kan de aansprakelijke persoon betrekken in het geding dat door de benadeelde tegen dit Fonds wordt gevoerd.

§ 4. Wanneer de burgerlijke vordering tot vergoeding van de door een motorrijtuig veroorzaakte schade voor het strafgerecht wordt ingesteld, kan het Fonds door de benadeelde in het geding worden geroepen en ook vrijwillig tussenkomen onder dezelfde voorwaarden als ware de vordering voor het burgerlijk gerecht gebracht.

Het Fonds en de aansprakelijke persoon kunnen zich laten vertegenwoordigen onder dezelfde voorwaarden als de burgerrechtelijk aansprakelijke partij.

.../...

HOOFDSTUK VI.- BUREAU VOOR AFWIKKELING VAN SCHADE VEROORZAAKT DOOR MOTORRIJTUIGEN DIE GEWOONLIJK IN HET BUITENLAND ZIJN GESTALD.

(artikel 15, 7, van het ntwerp)

Artikel 21.-

§ 1. De Koning laat, onder de voorwaarden die hij bepaalt, een bureau toe, dat tot opdracht heeft de schade af te wikkelen, die in België is veroorzaakt door de in artikel 2, § 2, bedoelde motorrijtuigen.

rtikel 15, 9, tweede d, van het twerp)

Binnen de perken van die opdracht keurt de Koning de statuten van dit bureau goed, regelt hij het toezicht op zijn werking en bepaalt hij welke akten in het Belgisch Staatsblad bekend moeten worden gemaakt.

Hij trekt de toelating in indien het bureau niet handelt overeenkomstig de wet, de verordeningen of zijn statuten.

De verzekeraars staan hoofdelijk borg voor de verbintenissen die dit bureau binnen de perken van zijn opdracht op zich te nemen heeft.

§ 2. Ingeval de toelating van het bureau eindigt of wordt ingetrokken, wordt zijn opdracht vervuld door het in artikel 19 genoemde Gemeenschappelijk Waarborgfonds, voor een tijd die de Koning bepaalt.

rtikel 15, 8, derde d, partim, n het ont- rp)

De Koning kan alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de benadeelden, onverminderd de rechten van andere schuldeisers. Hij benoemt een speciale vereffenaar, die belast is met de vereffening van het bureau met betrekking tot de rechten en verplichtingen die uit deze wet voortvloeien.

.../...

HOOFDSTUK VII. - VERZEKERINGSONDERNEMINGEN EN MAATREGELEN OM DE UITVOERING VAN HUN VERPLICHTINGEN TE WAARBORGEN.

artikel 15, 1, van het ntwerp)

Artikel 22.-

Niemand mag als verzekeraar contracten sluiten tot verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid bedoeld in artikel 2, § 1, zo hij niet door de Koning is toegelaten. De lijst van de toegelaten verzekeringsondernemingen wordt ten minste eenmaal per jaar in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

artikel 15, 9, eerste id, van het ntwerp)

Het is ieder agent, makelaar of tussenpersoon verboden het sluiten van een contract ter verzekering van de in artikel 2, § 1, bedoelde burgerrechtelijke aansprakelijkheid bij een niet toegelaten verzekeraar voor te stellen, een zodanig contract te doen sluiten of bij het sluiten daarvan op te treden.

rtikel 15, 2, van het twerp).

Artikel 23.-

§ 1. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toelating van verzekeraars en voor het eindigen en het intrekken van die toelating.

Hij stelt regelen voor hun werking en organiseert het toezicht daarop. Hij stelt onder meer de normen vast waaraan de tarieven moeten voldoen, alsmede de maximumbedragen van de premies.

§ 2. Onder door de Koning te bepalen voorwaarden, stellen de verzekeraars zekerheid, berekenen en comptabiliseren zij de verbintenissen die voortvloeien uit de verplichtingen waartoe zij gehouden zijn, zowel krachtens

.../...

verzekeringscontracten die zij hebben gesloten als krachtens de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsverordeningen.

Te allen tijde moeten zij beschikken over waarborgen welke met het bedrag van die verbintenissen overeenstemmen.

De goederen die de zekerheid uitmaken en de waarborgen moeten in volle eigendom aan de verzekeraar toebehoren.

Iedere verzekeringsonderneming moet een speciale inventaris bijhouden van de goederen waaruit deze waarborgen bestaan.

De als zekerheid neergelegde goederen en de roerende goederen welke zijn begrepen in die waarborgen, mogen, ongeacht hun nominaal bedrag of het bedrag waarop ze zijn geschat of waarvoor ze in de boeken van de verzekeraar voorkomen, slechts tot betaling van aan de benadeelden verschuldigde schadeloosstelling worden aangewend. Evenzo wordt op de voor hypotheek vatbare goederen die in deze waarborgen begrepen zijn, een wettelijke hypotheek gevestigd als waarborg voor de betaling van die schadeloosstelling.

Wat echter de schadeloosstelling betreft die voor de herstelling van stoffelijke schade verschuldigd is, kan het uitsluitend recht of de wettelijke hypotheek alleen uitgeoefend worden op de sommen en goederen die

.../...

overblijven na de regeling van de gezamenlijke schuldvorderingen wegens schade die voortvloeit uit lichamelijke letsels.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort, of zijn gemachtigde, vordert de inschrijving van de in § 2 bedoelde wettelijke hypotheek tot het bedrag van de waarborgen die het goed vertegenwoordigt, zoals bepaald in de artikelen 82 tot 87 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening der wet over de hypotheken. De inschrijvingen worden doorgehaald of verminderd met de toestemming van de Minister of van zijn gemachtigde, zoals bepaald in de artikelen 92 tot 95 van dezelfde wet. De kosten betreffende de inschrijving en de opheffing komen ten laste van de Staat (1).

Bij vereffening van de verrichtingen van een verzekeraar kan geen vordering tot teruggave van de roerende waarden die van de waarborgen deel uitmaken, worden uitgeoefend zolang aan de verplichtingen van de verzekeraar inzake betaling van aan benadeelden verschuldigde schadeloosstelling niet ten volle is voldaan.

tikel 15, 3 van het twerp)

Artikel 24.-

Wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort, oordeelt dat de door een verzekeraar geboden financiële waarborgen ontoereikend zijn, kan hij alle dienstige maatregelen nemen en, onder meer, voorschrijven dat het ingetekend maar niet gestort maatschappelijk kapitaal, vennootschappelijk fonds of

.../...

(1) Zie over deze alinea de opmerking in het advies bij artikel 15, § 2, van het ontwerp.

waarborgfonds geheel of gedeeltelijk wordt bijgestort in geldspeciën, en ook verbieden dat winsten zowel aan aandeelhouders als aan verzekerden worden toegewezen of over hen verdeeld.

tikel 15, 4, van het twerp)

Artikel 25.-

Behoudens toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort, verleend onder de door de Koning gestelde voorwaarden, is het de verzekeraars verboden te beschikken over enig goed dat bestemd is voor de zekerheidstelling of voor de vestiging van de in artikel 23, § 2, bedoelde waarborgen, dan wel aan dat goed veranderingen aan te brengen die de waarde ervan verminderen.

artikel 15, § 8, eerste, tweede en derde (partim) lid van het ontwerp)

Artikel 26.-

Ingeval de toelating van een verzekeraar eindigt of wordt ingetrokken, kan de Koning alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de verzekeringnemers, van de verzekerden en van de benadeelden, onverminderd de rechten van andere schuldeisers.

Wanneer de goederen vermeld in de inventaris als bedoeld in artikel 23, § 2, vierde lid, niet voldoende zijn tot vestiging van de in artikel 23, § 2, tweede lid, bepaalde waarborg, vult de Koning deze inventaris aan met goederen, te kiezen uit de activa van de onderneming, zodat het uitsluitend recht en de wettelijke hypotheek, een en ander bedoeld in hetzelfde artikel 23, § 2, vijfde lid, kunnen worden uitgeoefend.

.../...

De verzekeraar blijft, tijdens de duur van de vereffening van zijn verrichtingen, aan toezicht onderworpen.

(artikel 15, § 9, tweede lid, van het ontwerp)

Artikel 27.-

De verzekeringsondernemingen zijn verplicht, door middel van het Belgisch Staatsblad, de door de Koning voorgeschreven bekendmakingen te doen.

(artikel 15, § 12, van het ontwerp)

Artikel 28.-

De kosten van het toezicht worden door de verzekeraars gedragen, tot een beloop van ten hoogste 5 p.m. van de premies, geïnd voor de verzekering door deze wet bedoeld. Op het einde van elk dienstjaar worden de kosten bij koninklijk besluit onder de verzekeraars omgeslagen naar evenredigheid van het bedrag der geïnde premies.

(artikel 15, § 5, van het ontwerp)

Artikel 29.-

De beheerders of zaakvoerders van een als verzekeraar toegelaten vennootschap op aandelen, coöperatieve vennootschap en vereniging voor onderlinge verzekering, alsmede de gevolmachtigden in België van een toegelaten buitenlandse verzekeringsonderneming, zijn jegens de benadeelden hoofdelijk aansprakelijk voor iedere schade die voortvloeit uit de schending van verplichtingen die door dit hoofdstuk en door de ter uitvoering daarvan vastgestelde besluiten aan de verzekeraars zijn opgelegd.

.../...

Met betrekking tot schendingen waarbij zij niet betrokken waren, zijn zij van die hoofdelijke aansprakelijkheid alleen dan ontslagen, als hun geen schuld kan worden toegerekend en als tegen hen niet kan worden aangevoerd, dat zij niet alle te hunner beschikking staande middelen hebben aangewend om de schade te verhinderen of te beperken.

(artikel 15, § 10, van het ontwerp)

Artikel 30.-

Onverminderd de eventuele toepassing van enige andere sanctie kan de Koning voorschrijven, dat aan de verzekeraars die de door hem genoemde bepalingen van dit hoofdstuk en van de besluiten tot uitvoering daarvan overtreden, een dwangsom naar rata van 500 frank per dag vertraging zal worden opgelegd als zij niet het nodige doen binnen de termijn, vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op de verzekering behoort; de dwangsommen worden ingevorderd zoals inzake registratie, op verzoek van dezelfde Minister.

HOOFDSTUK VIII. - STRAFBEPALINGEN.

Afdeling 1. Beslag op motorrijtuigen.

(artikel 18, § 3, van het ontwerp)

Artikel 31.-

Ieder motorrijtuig dat van de openbare weg of van een der in artikel 2, § 1, bedoelde terreinen gebruik maakt, wordt in beslag genomen wanneer er redenen zijn om aan te nemen dat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het aanleiding kan geven, niet gedekt is overeenkomstig de bepalingen van deze wet. Onverminderd de bevoegdheden verleend door het Wetboek van strafvordering, kan

.../...

dit beslag worden gelegd door iedere officier van gerechtelijke politie en door ieder ambtenaar of agent van de openbare macht die bevoegd is om proces-verbaal op te maken wegens overtreding van deze wet.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt aan de eigenaar van het motorrijtuig gezonden binnen twee dagen na de dag waarop diens identiteit kon worden vastgesteld.

Tijdens de duur van het beslag blijft het rijtuig voor risico van de eigenaar.

(artikel 18, § 4, van het ontwerp)

Artikel 32.-

Wanneer bewezen is dat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het motorrijtuig aanleiding kon geven ten tijde van het beslag gedekt was door een verzekering die aan de bepalingen van deze wet beantwoordt, of wanneer de eigenaar van het motorrijtuig geen overtreding van artikel 33 ten laste wordt gelegd, wordt het beslag door het openbaar ministerie of door de onderzoeksrechter opgeheven, tenzij de handhaving daarvan om een andere reden dan het ontbreken van een verzekering vereist is.

In de andere gevallen moet voor opheffing van het beslag bewezen zijn dat een verzekeringscontract overeenkomstig deze wet is gesloten, en dat de beslag- en bewaring kosten voor het motorrijtuig betaald zijn. Aan de opheffing van het beslag kan bovendien de voorwaarde worden verbonden, dat een borgtocht wordt gesteld of een zekerheid in de Deposito- en Consignatiekas wordt gestort als waarborg voor de vergoeding van de door het motorrijtuig veroorzaakte schade. Het bedrag tot hetwelk de borg is verbonden

.../...

of dat van de zekerheid, wordt vastgesteld door het openbaar ministerie of door de onderzoeksrechter; die waarborg mag niet hoger zijn dan de waarde van het motorrijtuig.

Indien het beslag langer dan drie maanden duurt, kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdend in kort geding, de griffier ertoe machtigen het bestuur der registratie en domeinen met de verkoop van het motorrijtuig te belasten, nadat de eigenaar behoorlijk is gedagvaard ten verzoeke van het openbaar ministerie. Tegen deze beslissing kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend. Als de machtiging niet is verleend, kan het openbaar ministerie, één maand nadat de beslissing werd gewezen, opnieuw dagvaarden.

Na afhouding door de Staat van de beslag- en bewaringskosten voor het motorrijtuig komt, wat de verbeurdverklaring of de teruggave betreft, de netto-opbrengst van de verkoop van het motorrijtuig, waartoe de voorzitter van de rechtbank machtiging heeft verleend, in de plaats van het in beslag genomen motorrijtuig.

Afdeling II. Straffen.

(artikel 18, § 1, van het ontwerp)

Artikel 33.-

§ 1. De eigenaar of de houder van het motorrijtuig die er gebruik van maakt of toestaat dat er gebruik van wordt gemaakt op een van de in artikel 2, § 1, bedoelde plaatsen zonder dat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het aanleiding kan geven, gedekt is overeenkomstig deze wet, alsmede de bestuurder van dat motorrijtuig, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 100 frank tot 1.000 frank, of met een van die straffen alleen.

.../...

De houder en de bestuurder van het motorrijtuig zijn krachtens het eerste lid alleen strafbaar, als zij weten of geacht worden te weten dat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het motorrijtuig aanleiding kan geven, niet gedekt is overeenkomstig deze wet.

Zij worden geacht te weten dat die aansprakelijkheid niet gedekt is, als zij een motorrijtuig dat niet aan de eisen van artikel 6, § 2, voldoet, gebruiken op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijk terrein.

(artikel 20, vierde lid, van het ontwerp)

§ 2. Hij die snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsritten of -wedstrijden organiseert of eraan deelneemt, zonder dat hij gedekt is door de in artikel 7 bedoelde bijzondere verzekering, wordt gestraft met de straffen gesteld in § 1, eerste lid.

§ 3. Als de eigenaar of de houder een vennootschap, een vereniging of een instelling met rechtspersoonlijkheid is, zijn de straffen toepasselijk op de schuldige beheerders, zaakvoerders of vennoten, en is de vennootschap, de vereniging of de instelling, die eigenaar is, burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldelijke veroordelingen.

artikel 18, § 2, van het ontwerp)

Artikel 34.-

Bovendien kunnen de rechtbanken, in de gevallen bedoeld in artikel 33, voorgoed of voor een duur van ten minste acht dagen en van ten hoogste twee jaar vervallen verklaren van het recht om een motorrijtuig te besturen.

.../...

De bepalingen betreffende de vervallenverklaring van het recht tot sturen, vervat in de wetgeving op de politie van het wegverkeer, zijn van toepassing op de in het eerste lid bedoelde vervallenverklaring van het recht tot sturen.

(artikel 18, § 5, van het ontwerp)

Artikel 35.-

Bij veroordeling van de eigenaar van het motorrijtuig wegens overtreding van artikel 33, kunnen de rechtbanken bevelen dat het in beslag genomen motorrijtuig door het bestuur der domeinen zal worden verkocht en dat, na aftrek van de beslag- en bewaringskosten voor het motorrijtuig, de netto-opbrengst van de verkoop die de griffier heeft ontvangen, geheel of ten dele, met voorrang boven iedere andere schuldvordering, bestemd zal worden voor de vergoeding van de door dat rijtuig veroorzaakte schade. Als het motorrijtuig reeds verkocht is overeenkomstig artikel 32, derde lid, kan dezelfde bestemming gegeven worden aan het geheel of een gedeelte van de opbrengst van de verkoop.

Bij verbeurdverklaring van het motorrijtuig wordt het gedeelte van de netto-opbrengst van de verkoop dat niet gebruikt is voor de vergoeding van de door het motorrijtuig veroorzaakte schade, aan de Schatkist toegewezen.

.../...

(artikel 18, § 8, van het ontwerp)

Artikel 36.-

Met de straffen gesteld in artikel 2[1] van de wet van 1 augustus 1899, wordt gestraft de houder van de nummerplaat, die, na verloop van de door de Koning bepaalde tijd, in gebreke blijft te voldoen aan de verplichting, door artikel 6, § 1, tweede lid, opgelegd.

Dezelfde straffen zijn toepasselijk in geval van overtreding van de bepalingen van artikel 6, § 2, of van de verordeningen ter uitvoering van die bepalingen.

(artikel 18, § 7, van het ontwerp)

Artikel 37.-

Met gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met geldboete van 1.000 frank tot 10.000 frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft :

1° overtredingen van de artikelen 22 en 25;

2° overtredingen van de verplichtingen aan verzekeraars opgelegd krachtens de artikelen 23 en 24.

(artikel 18, § 9, van het ontwerp)

Artikel 38.-

Als, in de gevallen bepaald in de artikelen 36 en 37, de overtreder een vennootschap, een vereniging

.../...

of een instelling met rechtspersoonlijkheid is, zijn de straffen toepasselijk op de schuldige beheerders, zaakvoerders of vennoten en is de vennootschap, de vereniging of de instelling burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldelijke veroordelingen.

(artikel 19 van de wet van 1 juli 1956)

Artikel 39.-

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, doch met uitzondering van artikel 43, eerste lid, zijn toepasselijk op de misdrijven bedoeld door deze wet.

(artikel 18, § 10, van het ontwerp)

Artikel 40.-

Tot vaststelling van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering daarvan vastgestelde verordeningen zijn bevoegd, onverminderd de bevoegdheid der officieren van gerechtelijke politie, de ambtenaren en agenten van de openbare macht die ermede belast zijn toe te zien op de uitvoering van de wetten en verordeningen op de politie van het wegverkeer, alsmede zij die door de Koning speciaal daartoe worden aangewezen.

Processen-verbaal, door die ambtenaren en agenten opgemaakt, leveren bewijs op tot aan het tegenbewijs.

.../...

HOOFDSTUK IX. - OVERGANGSBEPALINGEN.

(artikel 23 van het ontwerp)

Artikel 41.-

Tijdens een overgangsperiode, waarvan de Koning het einde bepaalt, wordt de eigenaar van een motorrijtuig geacht een verzekeringscontract te hebben gesloten met een toegelaten verzekeraar, indien hij het bestaan bewijst van een verzekeringspolis die de door deze wet bedoelde risico's dekt en gesloten is met een verzekeraar die in België het bedrijf van de verzekering der burgerrechtelijke aansprakelijkheid uitoefent.

Dit geldt ook voor personen en exploitanten die een verzekeringscontract inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid hebben gesloten met een verzekeraar, toegelaten met het oog op de uitvoering van verzekeringsverplichtingen voorgeschreven ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957 en van 26 april 1962, van de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, en van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding.

De regeling, krachtens de evengenoemde besluitwetten en wet getroffen, blijft van toepassing totdat de bepalingen tot uitvoering van deze wet in werking treden.

.../...

(artikel 24 van het ontwerp)

Artikel 42.-

Na het verstrijken van de ... dag na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de lijst der verzekeraars die hun aanvraag om toelating hebben ingediend met inachtneming van de voorwaarden en de termijn door de Koning bepaald, vindt artikel 41, eerste en tweede lid, op de na die bekendmaking gesloten contracten alleen toepassing als de verzekeraar op genoemde lijst voorkomt.

Na het verstrijken van de ... dag na de bekendmaking van het besluit met de lijst van de toelatingen, vindt artikel 41, eerste en tweede lid, geen toepassing meer op contracten welke na die datum mochten zijn gesloten met een verzekeraar die niet op de lijst staat.

(artikel 25 van het ontwerp)

Artikel 43.-

De regelmatig gesloten contracten met verzekeraars die de toelating niet hebben aangevraagd, of die ze aangevraagd maar niet verkregen hebben, zijn van rechtswege ontbonden bij het verstrijken van de overgangsperiode bepaald in artikel 41.

De premie wordt door de verzekeraar, na aftrek van 25 t.h., terugbetaald naar rata van het niet gedekte gedeelte van het risico.

(artikel 26 van het ontwerp)

Artikel 44.-

De Koning kan ten aanzien van de verzekeraars die de toelating niet hebben aangevraagd, of die ze aangevraagd maar niet verkregen hebben, alle passende maatregelen treffen ter vrijwaring van de rechten van de verzekeringnemers, de verzekerden en de benadeelden, onverminderd het recht van andere schuldeisers.

.../...

Hij kan onder meer aan de verzekerden toestaan, vóór het verstrijken van de overgangsperiode de met die verzekeraars gesloten contracten te ontbinden. In dit geval vindt artikel 43, tweede lid, toepassing.

(artikel 27 van het ontwerp)

Artikel 45.-

Het verstrijken van de overgangsperiode kan geen rechtvaardigingsgrond zijn voor de ontbinding van de lopende contracten met verzekeraars die de toelating hebben verkregen, noch voor enige wijziging van de premie van die contracten.

(artikel 28 van het ontwerp)

Artikel 46.-

Het in werking treden van deze wet leidt, binnen de grenzen welke haar bepalingen stellen, van rechtswege tot wijziging van de verplichtingen van de verzekeraars, zoals die voortvloeien uit de algemene voorwaarden van de lopende verzekeringscontracten.

Die wijzigingen kunnen geen rechtvaardigingsgrond zijn voor enige verhoging of vermindering van het bedrag van de bij het verzekeringscontract vastgestelde premie, noch voor de ontbinding van dat contract.

(artikel 29 van het ontwerp).

Artikel 47.-

§ 1. De provinciale platen voor rijwielen met hulpmotor waarop het jaartal voorkomt van het jaar volgend op dat waarin deze wet in werking is getreden, worden slechts afgegeven na overlegging van een bewijs van een toegelaten verzekeraar betreffende het bestaan van een tot 31 december van dat jaar geldig verzekeringscontract.

De verzekeraar moet, desgevraagd, zodanig bewijs verstrekken aan iedere houder van een op 1 januari van datzelfde jaar lopend verzekeringscontract . Het verzekeringstijdvak dat gedurende het jaar ten einde loopt, wordt verlengd tot 31 december en een met de verlenging evenredige premietoeslag is aan de verzekeraar verschuldigd.

§ 2. Indien het contract tot na die datum voortduurt, dekken de jaarlijkse verzekeringstijdvakken het kalenderjaar, terwijl de jaarlijkse vervaldag wordt vastgesteld op de 1ste december die aan genoemd jaar voorafgaat en terwijl de datum waarop het contract eindigt, wordt verschoven tot de 31ste december van het jaar waarin het contract een einde moet nemen.

HOOFDSTUK X. - SLOTBEPALINGEN.

(artikel 21 van het ontwerp)

Artikel 48.-

Van de bepalingen van deze wet mag niet worden afgeweken door bijzondere overeenkomsten die aan de rechten van benadeelden afbreuk mochten doen.

(artikel 15, § 11, van het ontwerp)

Artikel 49.-

De Koning kan ter uitvoering van deze wet een commissie van advies instellen of met dat doel bevoegdheid verlenen aan een krachtens de bestaande wetten ingestelde commissie. Hij omschrijft de opdracht van die commissie.

.../...

(artikel 14ter van het ontwerp)

Artikel 50.-

Volkomen uitwerking zullen hebben, de verdragen die de Koning zal sluiten met het oog op het bepalen van de voorwaarden waaronder motorrijtuigen die toebehoren aan vreemde Staten, en motorrijtuigen waarvoor deze Staten instaan, tot het verkeer in België kunnen worden toegelaten zonder dat zij door een verzekering zijn gedekt.

Die verdragen zullen bepaaldelijk inhouden, dat de vreemde Staten de bevoegdheid van de Belgische gerechten erkennen en de verplichting op zich nemen de betaling van de schadeloosstelling wegens schade veroorzaakt door bedoelde motorrijtuigen te waarborgen, onder de omstandigheden waaronder de Belgische Staat tot vergoeding zou zijn gehouden indien het zijn eigen motorrijtuigen betrof.

Door die verdragen kunnen aan de Belgische Staat overeenkomstige verplichtingen opgelegd worden, voor het waarborgen van de vergoeding van schade, in het buitenlar veroorzaakt door motorrijtuigen die hem toebehoren of op zijn naam zijn ingeschreven. Hetzelfde kan gelden voor d vergoeding van schade, in het buitenland veroorzaakt do motorrijtuigen, die toebehoren aan of ingeschreven zijr naam van overheidslichamen of rechtspersonen die van d verzekeringsplicht zijn vrijgesteld.

Artikel 51.-

Opgeheven worden :

1° de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte sprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen

2° ... (zie opmerking bij artikel 23 van het ontwe

(artikel 30 van het ontwerp)

Artikel 52.-

De bepalingen van deze wet treden in werking op de door de Koning te bepalen tijdstippen.

De Koning kan een bijzonder tijdstip bepalen wat sommige door hem aan te wijzen categorieën van rijtuigen betreft.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Economische Zaken en Energie,

De Minister van Financiën,

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.